

Le Conseil départemental
aux côtés des Valdoisiers

val
d'oise **V**
le département



**Rapport d'activité des services
du Département 2021**

Édito

Après la crise sanitaire et ses conséquences socio-économiques qui ont durement impacté nos concitoyens et mobilisé toutes les compétences de notre collectivité, l'année 2021 marque un tournant décisif pour le Département du Val d'Oise.

L'arrivée d'un nouvel exécutif à la tête du Conseil départemental s'inscrit dans un contexte inédit de relance nationale de l'activité en faveur des entreprises, mais également des secteurs culturels, touristiques et sportifs. Cette relance, qui se joue d'abord au cœur de nos territoires, mobilise vos élus, avec les services départementaux, dans la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie pour Faire grandir le Val d'Oise.

Ce rapport d'activité reflète ainsi tous les efforts financiers entrepris depuis plusieurs années pour définir, en responsabilité, la nouvelle Stratégie 2022-2028 du Département et proposer un Plan Pluriannuel d'Investissement exceptionnel de près de 1,6 milliard d'euro, adopté par l'Assemblée départementale le 18 février 2022.

En plus de cette stratégie offensive qui projette le Val d'Oise dans l'avenir, j'ai souhaité que soit proposé à l'Assemblée départementale, dès la fin 2021, un certain nombre de mesures nouvelles importantes : plan exceptionnel de lutte contre la mortalité infantile ; lancement du projet de création d'un centre départemental de vidéoprotection ; renforcement de l'action du Département en faveur de l'agriculture ; mise en place d'une procédure accélérée de dématérialisation et de numérisation des principales procédures des services sociaux ; accroissement de notre engagement dans la constitution de zones de biodiversité remarquable, tel que la forêt de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt ou la reconversion écologique de l'Étang des Aulnes, ainsi que la protection de faune sauvage, par le lancement d'un appel à projet pour la création d'un centre départemental de soins.

Dans le même temps, les orientations du Département pour une diversification et la rénovation de l'offre médico-sociale se sont poursuivies, ainsi que l'illustre de façon toute symbolique l'ouverture d'une nouvelle Maison Départementale de l'Enfance. Le renforcement des actions du Département en matière éducative confirme par ailleurs la priorité que nous ne cesserons d'accorder à la jeunesse valdoisienne.

Pour mettre en œuvre ces différentes dispositions en 2021, les services du Département ont préparé, puis veillé à l'application de 255 délibérations de l'Assemblée départementale et de 325 délibérations de la Commission Permanente.

Afin d'accompagner cette stratégie, l'organisation des services de la collectivité conduits par notre nouveau Directeur général des Services a été modifiée pour plus d'efficacité. Plus que jamais, les Valdoisiens peuvent compter sur le dévouement et les hautes compétences maintes fois démontrés de l'ensemble des cadres et agents de la collectivité pour mener à bien leurs missions.

Durant cette année 2021, notre objectif a toujours été clair : mettre notre Département en ordre de marche pour préparer l'avenir dans un monde en profonde mutation, et toujours protéger et accompagner nos publics les plus fragiles.

Marie Christine CAVECCHI

Présidente du Département du Val d'Oise

Sommaire

Pilotage et communication interne	7
Pôle Solidarités	11
Pôle Développement	15
Pôle Aménagement du Territoire	23
Pôle Ressources	29
Indicateurs d'activités 2021	37
Indicateurs d'efficience semestriels Juillet - Décembre 2021	43

Pilotage et communication interne

MISSION INNOVATION

La Mission Innovation accompagne les projets visant à améliorer la qualité du service rendu aux usagers, notamment en termes d'accessibilité, de lisibilité de l'offre de services, et de réduction des délais de réponses. Elle mobilise également les compétences nécessaires pour observer et analyser les dynamiques territoriales et les attentes des usagers, expérimenter de nouvelles solutions et en mesurer l'impact, simplifier et améliorer l'efficacité des process et des dispositifs.

En appui à la DGA Solidarités, elle a ainsi, en 2021, accompagné les travaux engagés dans le cadre de "**Booster DGAS**" pour l'analyse des process en vigueur à l'ASE et la méthodologie de numérisation des dossiers, par des immersions dans les services et la formulation de préconisations de simplification et harmoniser et fiabiliser les données, par la définition de règles de saisie, communiquées ensuite à la DSI pour mise en œuvre.

La Mission Innovation a également accompagné l'optimisation des process pour les campagnes d'instruction des budgets prévisionnels et des comptes administratifs des **Établissements et Services Sociaux ou Médico-Sociaux (ESSMS)** ; la réalisation des **bilans de santé en école maternelle**, avec des observations de terrain et des ateliers avec les agents de PMI ; et mesuré l'impact d'une **nouvelle offre d'insertion**, avec l'objectif d'améliorer le délai et la qualité de l'orientation des bénéficiaires du RSA. Elle a réalisé, d'autre part, la 7^{ème} **enquête sur les enfants placés à l'Aide sociale à l'enfance** au premier trimestre 2021, en collectant les informations auprès des équipes territorialisées et en analysant les résultats qui ont été présentés à l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance du 20 octobre 2021.

Au profit de la DGA Développement, la Mission Innovation a accompagné les **expérimentations engagées dans les collèges** sur les sanitaires, les salles de sciences, les cours de récréation ; piloté la deuxième année du **programme d'expérimentations d'entreprises sociales** conclu avec Antropia-ESSEC, avec le déploiement de plusieurs opérations en Val d'Oise, plus particulièrement en direction des jeunes en insertion sociale ou professionnelle ; et participé au projet de **transformation des Archives** départementales avec la création de nouveaux métiers plus adaptés aux missions d'aujourd'hui.

Enfin, toujours en 2021, la Mission Innovation a également :

- Accompagné le déploiement du **plan Vélo**, en réalisant des enquêtes visant à mesurer l'utilisation par les collégiens des différents modes de transport. Une étude sur le développement du stationnement des vélos dans les collèges est également suivie. Des ateliers ont par ailleurs été organisés pour favoriser l'usage du vélo par les agents du Conseil départemental.
- Piloté la réalisation de la 11^{ème} vague du **baromètre de satisfaction des usagers des routes départementales** sur les secteurs de Luzarches, Magny et Sannois, avec une note moyenne de 6,6/10, en baisse de 0,1 point par rapport à 2019.
- Accompagné la conception et la mise en place de la **plateforme de signalement** des violences, discriminations et harcèlements en milieu professionnel.
- Réalisé et analysé la 4^{ème} vague du **baromètre Qualité de vie au travail**.

MISSION COMMUNICATION INTERNE ET MANAGEMENT DE L'INFORMATION (CIMI)

La Mission Communication Interne et Management de l'Information a pour missions principales de valoriser, auprès des agents, les orientations stratégiques du Conseil départemental et leur mise en œuvre par les directions ; de renforcer l'identité départementale et le sentiment d'appartenance des agents à la collectivité en valorisant leurs contributions aux objectifs stratégiques ; de développer la lisibilité des activités et compétences déployées par les différentes directions du Conseil départemental et d'en renforcer la transversalité ; d'assurer, enfin, la veille, notamment sociale et juridique, dans lequel évolue la collectivité afin de contribuer à anticiper les changements susceptibles d'affecter son fonctionnement et ses compétences.

Une offre événementielle et de communication interne revisitée et enrichie

Pour s'adapter aux changements des pratiques professionnelles induits par la crise sanitaire, la CIMI a pris, dès 2020, le virage de la digitalisation afin de répondre aux nouveaux usages et besoins des agents de l'Institution départementale. Cette transition stratégique s'est poursuivie et renforcée en 2021. Vecteur de décloisonnement, transversalité et culture partagée, les événementiels internes, d'autre part, ont, pour beaucoup, été adaptés au format digital avec la mise en place de webinaires ou web conférences thématiques en remplacement d'événementiels présentiels.

L'offre événementielle interne a en outre été complétée, à l'automne 2021, par un nouveau dispositif : les Conférences Parenthèses, des conférences thématiques d'experts sur des sujets ayant un lien plus ou moins direct avec les compétences, les missions, l'actualité de la collectivité.

En 2021, une quinzaine d'événements ont été annulés pour raison sanitaire, mais 23 manifestations internes ont pu avoir lieu avec la participation de la CIMI :

- 1 cérémonie des vœux de la Présidente, intégralement digitalisée.
- 2 séminaires des cadres de la collectivité (séminaire CODIR sur 1 journée et Grand séminaire sur 3 jours).
- 1 séminaire DVS dédié aux secrétaires des antennes sociales et médico-sociales.
- 1 web Conférence « Parenthèse » sur le thème « L'impact des réseaux sociaux sur les jeunes ».
- 4 web conférences thématiques (« Proches aidants », « Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées », « Qualité de vie au travail parlons-en », « Dispositif MAVDHAS : Prévention et lutte contre les violences sexistes et/ou sexuelles au travail », « Les femmes et la fonction publique »).
- 3 ateliers/rencontres coworking (dédicaces Roman, découverte matériel modulable Pixels, création de couronne de Noël).
- 3 Accueils institutionnels des nouveaux agents (2 digitalisés, 1 en présentiel).
- 2 Petits déjeuners avec la Direction Générale en présentiel.
- 5 cérémonies des Médailles d'honneur départementales en présentiel pour la session d'automne ; 1 formule digitalisée pour les 5 cérémonies de la session de printemps.

En matière de communication interne, 10 magazines mensuels internes de 20 pages ont été diffusés en version imprimée, complétés par 4 hors-séries thématiques (Exécutif départemental, Magazine de l'été, Territoires, Budget) et 10 podcasts mensuels, complémentaires en termes de rythme de diffusion de l'information, ont généré 3449 écoutes, permettant d'accroître l'accessibilité à l'information en fonction de la réceptivité et spécificité des cibles.

En marge de ces médias, les informations institutionnelles ont été relayées via : 41 newsletters, relais essentiel des informations publiées sur l'intranet départemental afin d'accroître la visibilité et donc l'accessibilité aux informations institutionnelles par l'ensemble des agents ; 50 mailings envoyés depuis la boîte CIMI pour informer de sujets uniques ; 38 affiches informationnelles créées en publication assistée par ordinateur (PAO), diffusées sur l'ensemble des dites départementaux ; 151 créations graphiques PAO tous sujets et formats confondus (brochures, guides, flyers, logos, etc.) ; et 10 vidéos tournées et montées en interne.

En outre, l'intranet départemental permet le relais quotidien d'informations internes auprès des agents, informations stratégiques et opérationnelles traduites notamment sous la forme de 325 brèves déclinées en : 92 articles « Institutionnels » sur le Carrousel, 163 brèves « Métiers » dans la rubrique « Actus Directions », et 70 brèves « Ressources Humaines » dans la rubrique dédiée.

En matière d'accompagnement digital et collaboratif, la Mission CIMI est également venue en support des directions pour l'élaboration des 21 dossiers cantonaux.

2021 a par ailleurs été l'occasion d'un nouveau dispositif éditorial, levier de valorisation du territoire et d'acculturation aux dispositifs institutionnels : un roman intégralement réalisé en interne et dont l'intrigue se déroule sur le territoire valdoisien. Ce dispositif a notamment reçu le prix de la catégorie « communication interne » lors du Forum annuel Cap Com, l'association des communicants publics.

Enfin, avec la mise en place en 2021 d'écrans à affichage dynamique sur certains sites départementaux, la collectivité accroît l'accès à l'information institutionnelle, y compris aux agents dits « non connectés » ou ne consommant pas l'information par le biais des médias internes traditionnels. Ainsi en 2021 : 5 écrans ont été installés sur le site du Campus, 1 écran sur le site de la Palette, et 2 écrans dans 2 collèges.

Une ressource documentaire adaptée et ciblée

Conformément aux nouveaux usages en matière de consommation de l'information, l'offre documentaire dématérialisée a été renforcée avec la mise en place de solutions proposant une importante ressource en ligne, accessible à tous les agents.

L'activité documentaire s'est également traduite en 2021 par :

- L'achat de près de 450 livres imprimés qui sont venus abonder un fonds documentaires de 9000 ouvrages disponibles dans l'espace de coworking situé sur le site du Campus.
- L'abonnement à deux bouquets numériques représentant une offre de plus de 5300 ouvrages permet d'accéder à 1800 titres sur la plateforme Cairn.info spécialisée dans les sciences sociales et 3500 sur la Bibliothèque Numérique territoriale, spécifiquement conçue pour répondre aux besoins des collectivités territoriales.
- Un effort accru en termes de rationalisation et de mutualisation des abonnements proposés au services avec une sélection de 381 titres de presse dont 46% au format numérique, l'accès à trois bases de données juridiques 100% numérique (Lexis360, Dalloz, Lamyline) complétées par une cinquantaine de titres de presse spécialisée.
- La veille informationnelle ciblée apporte un éclairage enrichi sur l'actualité locale, nationale et internationale pouvant avoir un impact sur la collectivité et constitue ainsi une aide à la prise de décision et aux orientations stratégiques de la collectivité. On peut citer plusieurs veilles actives : COVID19, actualité sociale nationale, l'aménagement du territoire, concours de la fonction publique, collectivités locales, culture et sport, environnement, finances, management, psychologie, santé, Grand Paris, nouveaux environnements et modes de travail,...
- Une sélection de 4357 articles de presse générant une newsletter portant sur l'actualité en lien avec les compétences de notre collectivité et ayant donné lieu à 45000 consultations d'articles sur la plateforme documentaire.
- La réalisation de six bibliographies et trois dossiers documentaires (dont un pour le séminaire du CODIR).
- 4624 articles fournis aux services, à leur demande et dans le cadre de recherches documentaires à la carte.

Pôle Solidarités

SOLIDARITES

L'action des agents de la Direction générale adjointe de la Solidarité s'est concentrée en 2021 sur les 10 actions suivantes :

Diversification de l'offre pour améliorer les prises en charge des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance

2021 a été consacrée au développement de nouvelles solutions visant à diversifier l'offre pour améliorer les prises en charge des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance, tout en préservant l'équilibre des finances départementales, et en dialogue étroit avec nos partenaires Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) du territoire.

Il s'agissait de travailler en priorité pour l'accueil des fratries, des enfants en situation de handicap ou encore de soutenir les enfants dont la situation permet le maintien au domicile, ce qui évite un placement qui peut être délétère pour l'enfant et toujours plus coûteux pour le Département.

Ainsi, en 2021, ont pu être programmées l'ouverture d'un nouveau service d'accueil d'urgence de 14 places permettant d'accueillir les fratries, de places d'accueil en MECS renforcées, dont 9 seront étayées par un Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD), de 8 places d'Institut Médico-Éducatif (IME) et de 4 places d' Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) ouverts 365 jours par an pour des enfants en situation de handicap et/ou avec troubles importants du comportement, la création d'une équipe mobile de professionnels pluridisciplinaires pouvant intervenir au domicile des parents ou des assistantes familiales et l'ouverture d'un centre parental de 15 places. Le choix a également été fait d'étendre les dispositifs favorisant le maintien à domicile comme les Actions Educatives en Milieu Ouvert (AEMO), les AEMO intensives et les Services d'Accueil Modulaire dont les coûts journaliers moyens sont respectivement de 10 €, 20 € et 65 €, alors même qu'ils sont en capacité de prévenir des placements hors de la famille.

Dotation Exceptionnelle 2021 aux ESSMS

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) qui accompagnent les publics fragiles que sont les Personnes Âgées, les Personnes handicapées et les enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) ont constitué un outil essentiel pour la mise en œuvre de la politique sociale du Département notamment durant la crise sanitaire. Par ailleurs l'impact du « Ségur de la Santé » mi 2021 les a considérablement déstabilisés Le Département a souhaité les soutenir plus particulièrement fin 2021 en leur octroyant une aide exceptionnelle de 10 M€.

Nouvelle Maison Départementale de l'Enfance

La construction de nouveaux locaux pour la Maison Départementale de l'Enfance s'est achevée en 2021, avec une prise de possession des lieux en décembre de l'année. Située à Cergy, à proximité du Boulevard du Port, la nouvelle MDE peut désormais accueillir 70 enfants de 0 à 18 ans, au lieu de 50 dans ses anciens locaux. Les enfants peuvent être pris en charge dans un contexte d'urgence, pour répondre à une situation de mise en danger, sur mandat judiciaire, administratif ou dans le cadre d'un recueil.

Le nouvel établissement, qui a mobilisé plus de 13M€ en investissement, disposera d'effectifs augmentés au regard de l'évolution de la capacité d'accueil, avec 130 emplois éducatifs, techniques et administratifs. Les modalités de prise en charge des enfants dans un contexte d'urgence évoluent également, avec une attention accrue à la sécurisation immédiate des enfants, l'évaluation de leur situation et leur orientation vers un lieu de vie pérenne et adapté à leur profil.

Déploiement de la stratégie départementale de prévention et de protection de l'Enfance

Signée en décembre 2020, la contractualisation avec l'Etat portant sur la prévention et la protection de l'Enfance a permis la mise en œuvre d'une stratégie départementale reposant sur trente actions mobilisant les services de l'Aide sociale à l'Enfance et de la Protection Maternelle et Infantile. Un budget global de 9,8 millions d'euros a été mobilisé sur la première année de cette contractualisation triennale, financé pour moitié par le Département. Cette stratégie a permis, outre la densification de l'offre d'accueil médico-social pour les enfants confiés au Département, d'engager une évolution de l'offre de service de PMI, notamment en développant l'intervention des professionnels au domicile des usagers et en augmentant le recours à l'entretien prénatal précoce, outil de diagnostic important des troubles de grossesse. La mise en œuvre des actions se poursuivra en 2022 et 2023.

Participation à l'effort en faveur de la vaccination anti-Covid

Le Département s'est pleinement engagé dans l'accès à la vaccination contre la Covid-19 dès mars 2021 jusqu'en janvier 2022. Les 3 centres départementaux de dépistage et de soin (CDDS) et 6 centres de Protection Maternelle et Infantile (PMI) ont été mobilisés afin d'accueillir des bénéficiaires de l'aide personnalisée d'autonomie (APA) pour leur permettre de recevoir leurs premières et deuxième doses de vaccin.

En outre, à la fin de l'année 2021, un centre de vaccination départemental, organisé par le Service des Actions de Santé de la DESF, a permis de faciliter l'accès à la dose de rappel pour les agents départementaux. Au total, ce sont près de 2500 personnes qui ont pu bénéficier d'un ou plusieurs rendez-vous de vaccination dans un centre départemental.

Fin des dotations globales pour les SAAD tarifés et conventionnés

11 Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) du département devaient sortir du dispositif au 31 décembre 2020. Compte tenu de la crise sanitaire, cette sortie a été repoussée à 2022. Durant l'année 2021, les agents ont multiplié les communications envers les SAAD concernés afin de les préparer au mieux à ce changement majeur de pratique.

La mise en place de Via Trajectoire

L'outil Via Trajectoire est un service public, gratuit et sécurisé qui permet de gérer et de suivre les orientations vers les établissements et services d'accompagnement des personnes en situation de handicap. Il est également constitué d'un observatoire permettant d'obtenir la liste des personnes en attente de place.

Ainsi, Via Trajectoire permettra à terme au Département et à la MDPH :

- d'avoir une connaissance en temps réel de l'offre à destination du public en situation de handicap sur le Val d'Oise
- d'identifier les places vacantes en établissements et services médico-sociaux (ESMS)
- d'affiner sa stratégie d'action quant aux besoins non pourvus,
- de renforcer ses relations avec les ESMS grâce aux revues coordonnées d'admission
- d'avoir une meilleure lisibilité sur le parcours des personnes en situation de handicap.

132 ESMS ont été formés à Via Trajectoire entre mars et septembre 2021. Depuis l'été 2021, la MDPH les accompagne dans l'utilisation et l'alimentation de l'outil.

Près de 23 000 décisions d'orientation prononcées par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ont été injectées directement dans Via Trajectoire depuis mars 2021. Ce déploiement permettra à terme de supprimer l'envoi de courriers de notification, et une ouverture de l'outil aux usagers est prévue en 2023.

Lien social et accompagnement

L'année 2021 a été marquée par la mise en place de plusieurs dispositifs nouveaux visant à améliorer l'accompagnement des publics relevant des politiques de solidarités du Département. Ainsi, les démarches dites de « l'accueil social inconditionnel de proximité » (ASIP) et du « référent de parcours », ont permis aux services du Département de mobiliser de nombreux partenaires (CCAS, Centres sociaux, Maisons France-services, CAF, Pôle emploi, Education nationale, associations...) pour proposer un accueil et une prise en charge de qualité aux populations confrontées à des difficultés sociales.

Les moyens importants mobilisés en 2021 dans le cadre du Programme départemental d'insertion (PDI) ont, d'autre part, permis d'enrayer la hausse (+ 12,5 % entre mars et novembre 2020) du nombre d'allocataires du RSA consécutive à la crise du covid-19. Le nombre d'allocataires est passé de 38 000 à 36 000 personnes entre décembre 2020 et décembre 2021, soit une baisse de près de 6 %.

Le Département s'est par ailleurs fortement mobilisé pour la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté et des actions nouvelles ont été développées grâce à son soutien :

- Mise en place de maraudes mixtes pour lutter contre la pauvreté des enfants et des familles à la rue,
- Mobilisation et financement des foyers de jeunes travailleurs pour assurer le logement des jeunes sortants de l'ASE sans solution,
- Soutien aux CCAS pour l'accompagnement des bénéficiaires du RSA,
- Formation des travailleurs sociaux dans le domaine de la prévention et de la lutte contre les phénomènes de radicalisation...

Poursuite de la démarche d'excellence opérationnelle

Une démarche ambitieuse de réorganisation interne et de refonte et modernisation des process a été engagée par les directions de la DGAS afin d'optimiser leur fonctionnement dans un niveau de dépenses globalement stable.

Deux objectifs parallèles ont été identifiés : l'amélioration du service rendu et de la qualité de vie au travail des équipes. Le projet d'excellence opérationnelle est déployé sur une durée globale de trois ans avec différentes chantiers successifs dont les premiers se concrétisent au cours de l'année 2021/2022.

L'année 2021 a permis de poser les prérequis nécessaires pour optimiser l'ensemble de la chaîne de traitement des demandes avec en particulier une meilleure gestion de l'accueil téléphonique des personnes âgées depuis le mois d'octobre 2021 ; l'impact sur le taux de décrochés a été rapide avec à ce jour près de 90 % des appels réceptionnés par les 2 agents en poste.

Le projet « Booster DGAS », lancé à l'automne 2021 a pour objectif de mettre une accélération sur une courte période (6 mois à un an maximum), sur la dématérialisation des dossiers des usagers et sur l'optimisation des processus métier.

Les principaux projets retenus dans ce cadre sont les suivants :

- La dématérialisation des dossiers de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)
- La dématérialisation des dossiers d'Assistantes maternelles et familiales : demande d'agrément et traitement des dossiers en ligne
- Un logiciel métier unique pour la PMI (Nova)
- La télégestion de la PCH et de l'APA : suppression des factures papiers entre les SAAD et le Département
- La dématérialisation des échanges avec la CAF : informations transmises par la MDPH à la CAF, qui assure le paiement de certaines prestations aux personnes handicapées
- La refonte des processus Insertion / RSA : gestion des bénéficiaires du RSA depuis leur entrée dans le dispositif jusqu'à leur retour à l'emploi (dématérialisation des contrats d'engagement réciproque, interface avec les opérateurs, la CAF...)

Les projets sont pensés afin d'accueillir des téléservices à destination des usagers. À cet effet, le Département s'est inscrit au plan de relance national dans une démarche de refonte du moteur des téléservices Capdémat et des téléservices actuels.

La refonte de l'organisation de la Conférence des Financeurs de la Perte d'Autonomie (CFPPA)

Par cette conférence, le Département assure pleinement son rôle de chef de file dans le pilotage des politiques de l'autonomie sur son territoire pour le déploiement d'actions partenariales cohérentes et en phase avec les besoins des usagers. Au cours de l'année 2021, un travail de fond a été amorcé sur la réorganisation de cette instance afin de répondre pleinement à cet objectif. Il s'agissait notamment de gagner en visibilité sur l'adaptation des actions déployées aux besoins repérés, à la fois en termes de répartition géographique et de thématiques abordées.

Pôle Développement

DÉVELOPPEMENT

La DGA Développement est chargée de la mise en œuvre des politiques départementales en matière d'éducation, d'attractivité numérique et économique, touristique, culturelle, patrimoniale, internationale, et sportive du Val d'Oise. En 2021, elle avait également en charge les politiques de prévention spécialisée, d'insertion et d'égalité des chances des jeunes, et de lutte contre la radicalisation.

L'année 2021 aura ainsi été marquée par un ensemble d'actions majeures participant au rayonnement de l'action départementale, autour des quatre axes suivants :

➤ **En sortie de crise COVID, le défi d'une offre d'excellence portée dans le domaine de l'enseignement supérieur, du soutien à la relance de l'activité touristique et de l'attractivité du Val d'Oise**

L'année 2021 aura été celle du lancement des études de programmation de nombreuses opérations, pour la plupart déjà inscrites au futur CPER Enseignement supérieur 2021-2027. Ces opérations devraient pouvoir compter sur les financements de l'Etat et de la Région dans le cadre du prochain CPER à hauteur de 108 M€ et profiteront prioritairement au développement de l'Université sur la parcelle Hirsch.

Dans ce cadre, plusieurs projets stratégiques ont abouti ou avancé dans leur réalisation :

- La poursuite de l'engagement du Département comme membre fondateur de la Fondation CY, visant au déploiement d'actions en matière d'égalité des chances et de démocratisation de l'accès des jeunes valdoisiens aux études supérieures (100 000 € de contribution versée).
- Le soutien à l'étude de programmation pour la réalisation du Campus des Métiers et des Qualifications de la Sécurité à Argenteuil, équipement emblématique et ambitieux pour explorer les métiers émergents de la Sécurité qui seront de forts pourvoyeurs d'emplois dans les prochaines années.

A ce titre, le Département s'est engagé, en contribuant au financement de l'étude de programmation à hauteur d'un montant de 45 K€, aux côtés de CY Université et de la commune d'Argenteuil, sur un projet de création d'un nouveau Campus des Métiers et des Qualifications, sur le thème de la sécurité, qui aura pour objet de proposer dès 2021 un large éventail de formations menant aux métiers de la sécurité, depuis le lycée jusqu'au doctorat et à la recherche.

Compétence partagée, le tourisme, avec le rayonnement et la valorisation économique qui en sont attendus, reste une priorité départementale avec la mise en œuvre de la 9^{ème} édition des Trophées de l'Innovation Touristique (97,4 K€). Comme en 2020, la situation sanitaire a demandé une grande agilité pour repenser, reprogrammer et réorienter certains projets et accompagner les partenaires du Département. L'agence Val d'Oise Tourisme (772 K€) a rapidement réorienté son activité sur la gestion de crise, renforçant l'observation de la situation des sites touristiques valdoisiens, et jouant le rôle de « centre de ressources » sur les mesures d'accompagnement des acteurs du tourisme. En 2021, Val d'Oise tourisme a également mis en place une grande campagne estivale pour repositionner les sites culturels, de loisir et de visite du Département dans les réflexes de consommation de la clientèle francilienne (100 000 €).

La pandémie à laquelle l'économie mondiale a dû encore faire face en 2021, a amené le Département à réagir très vite et à mettre des moyens d'intervention à destination du tissu économique valdoisien durement touché par la crise sanitaire. Ainsi, une série de mesures a été déployée, en complémentarité des aides de l'Etat et de la Région, dont le Fonds Résilience voté dès le printemps à hauteur de 1,9 M€ et qui a été abondé en 2021 à hauteur de 0,9 M€ supplémentaires, pour soutenir l'activité économique des acteurs du territoire : entreprises, TPE (-20 salariés), indépendants, artisans, commerçants, restaurateurs, agriculteurs, etc. dans tous les secteurs d'activité. Cette initiative régionale à laquelle le Département s'est associé aura ainsi permis de soutenir environ 646 entreprises en leur attribuant des avances de trésorerie à hauteur totale de 12,2 M€.

Enfin, - fait majeur - le début de l'année 2021 aura été marqué par l'achèvement du déploiement de la fibre optique par le syndicat Val d'Oise Numérique sur tout le territoire valdoisien dans les délais et les coûts prévus dès 2012 dans le SDAN du Val-d'Oise, dont l'initiative publique pour la desserte FTTH de 123 000 foyers et entreprises, ainsi qu'une boucle locale optique dédiée, sécurisée et autonome, pour 5000 sites publics et 200 zones d'activité interconnectées au Data center public communautaire régional.

➤ **Dans un contexte également, de sortie de la crise COVID, une diversification de l'offre des sites culturels et le soutien au secteur sportif dans une dynamique des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024**

Les sites culturels ont été, depuis le début de la crise, particulièrement touchés par les fermetures, raison qui a justifié un plan de soutien exceptionnel voté le 25 septembre 2020. Néanmoins, cette situation si particulière a conduit les grands sites structurants à diversifier leur offre, souvent en misant davantage sur des contenus numériques accessibles depuis leurs sites internet (concerts en ligne de Royaumont, Nuit des musées de Maubuisson, podcasts du Château d'Auvers etc.) :

- Les deux abbayes cisterciennes de Royaumont et de Maubuisson auront tour à tour engagé un important renouvellement de leur site. A commencer par la Fondation Royaumont qui a renouvelé son offre commerciale et ses propositions, après un programme d'investissement fortement soutenu par le Département et le FS21.

En 2021, la fréquentation totale de l'Abbaye de Maubuisson, incluant les actions menées hors les murs, aura tout de même atteint 9 674 visiteurs, marquant une nette augmentation, et ce malgré pratiquement 5 mois de fermeture. Durant cette période difficile qui a impacté l'ensemble du monde culturel, l'Abbaye a continué à faire vivre son lieu en accueillant des artistes en résidence, à proposer au public de découvrir son site et son exposition à travers des visites virtuelles et une offre de programmation alternative sur sa chaîne Youtube.

- L'exposition *Bling bling, les Gaulois* a structuré la programmation culturelle 2021 du Musée Archéologique Départemental du Val d'Oise et a reçu la visite de 5 150 personnes en 2021, et a fermé ses portes le 5 septembre 2021. L'exposition *Briqu'Antiques* a pris sa succession au mois d'octobre 2021 avec des pics de fréquentation jamais atteints jusqu'alors.
- Pour la première fois, un cycle de projections en plein air a été organisé à l'été 2021, à l'initiative du Département et du Parc naturel du Vexin Français, avec le soutien complémentaire de l'Etat (DRAC) et de la Région. Cet événement, porté par ECRANS VO et les cinémas indépendants du Val d'Oise a permis de réaliser 55 projections pendant tout l'été de juillet à septembre.
- L'Atelier de Restitution du Patrimoine et de l'Ethnologie (ARPE) aura conçu au cours de cette année 2021, le second volet de l'exposition « *Partie de Campagne, histoires d'agriculture en Val d'Oise* » : "Partie de Campagne, mutations et parcours de vie" (1945-2021) qui revient sur les grands bouleversements du monde agricole qui ont fondé l'agriculture d'aujourd'hui et qui a été présenté à la Maison du Parc, au château de Théméricourt, siège du Parc naturel régional du Vexin français.

La Bibliothèque départementale aura continué à accompagner, quant à elle, chacune des 126 bibliothèques du territoire au cours de l'année 2021. Au travers de la formation des acteurs de la lecture publique (27 formations, 214 participants), de l'accompagnement en ingénierie territoriale (projets bâtimentaires, mise en réseau, réorganisation ou création de nouveaux services de navette), du soutien financier leurs projets (dont 111 via l'appel à projet Lecture publique) ou encore de la mise à disposition de collections (42 554 documents prêtés soit 24% de l'ensemble des collections proposées), la BDVO demeure aussi le partenaire quotidien des bibliothèques valdoisiennes.

Enfin, le Département a choisi de mobiliser des crédits pour financer tout au long de l'année des présences d'artistes aux champs d'expression divers au sein de la Maison Départementale de l'Enfance. Ainsi, sur l'année 2021, la MDE aura accueilli 13 équipes artistiques professionnelles. Chacune d'elles a mené avec les enfants un projet spécifique en danse, conte, marionnettes, musique, arts plastiques, art lyrique, vidéo, écriture, photographie, théâtre et cinéma. Des actions ont été réalisées également hors-les-murs (stage de cirque, sorties au théâtre). Cette année s'est conclue le 19 décembre par un concert de Noël la veille du déménagement au sein de la nouvelle MDE.

En 2021, le Département aura continué à soutenir l'excellence du sport valdoisien, qui connaît depuis plusieurs années de remarquables résultats nationaux et européens dans de nombreuses disciplines, en dépit de l'année de « pause » auquel le monde sportif a été confronté en 2020 et les « coupures intermittentes » de 2021. Il a notamment soutenu l'organisation des Championnats de France à l'Aren'Ice de Cergy-Pontoise (50 K€), lors duquel Gabriella Papadakis et Guillaume Cizeron ont validé leur participation au JO d'hiver de Pékin, décrochant la médaille d'or et réalisant le record du monde dans leur discipline.

La dynamique autour du sport a continué à profiter au Centre Départemental de Formation et d'Animations Sportives (CDFAS), sous son mode de gestion en EPIC, avec l'objectif d'accroître le rayonnement de cette infrastructure exemplaire et de tout premier plan en Ile-de-France en lien avec l'accueil de la délégation américaine dans le cadre des JO 2024, tout en maintenant le cap, dans un contexte de crise sanitaire qui a fortement perturbé son activité commerciale. L'extension des capacités du site, qui a été lancée en 2021 par l'attribution du marché, devrait y contribuer fortement.

Fin 2021, la Direction des Sports a relancé auprès de tous les acteurs du territoire, la dynamique des Jeux olympiques et paralympiques en Val d'Oise, qui a également subi l'annulation de nombreux évènements au cours du premier semestre, notamment par :

- Son soutien à la mise en œuvre d'actions éducatives telles que les Jeux du Val d'Oise, dont la finale, réunissant les élèves de 12 collèges, est organisée au CDFAS en collaboration avec la DEC, le CDOS 95 et les comités sportifs départementaux.
- Son soutien à l'élaboration et à l'organisation du Séminaire Génération 2024 au CDFAS, avec la visite la Ministre déléguée aux Sports, Roxana Maracineanu et la signature des conventions entre les acteurs du mouvement sportifs, les établissements scolaires et le COJO dans le cadre du plan d'actions de Paris 2024.
- La participation à l'instruction et à la sélection des candidatures de l'appel à projet des valeurs de l'Olympisme porté par le Direction de l'Education et s'adressant aux collèges valdoisiens.
- L'obtention du label *Impact 2024 et Génération 2024* délivré par *Paris 2024* pour la création d'un parcours unique de formation et de services civique ayant permis l'obtention d'une subvention d'un montant de 30 000€..
- Le recrutement du Cabinet Share4Sport appelé à accompagner le Département et les territoires dans la prospection des délégations étrangères en vue de leur accueil sur notre territoire en amont et pendant les JOP 2024.
- Le lancement de la création du site internet JOP 2024

➤ **Plan jeunes, insertion et égalité des chances des jeunes, prévention spécialisée, égalité femmes-hommes, prévention et la lutte contre la radicalisation : le Département fortement engagé dans son action aux côtés des jeunes valdoisiens**

Le Département a adopté, en septembre et en décembre 2020 un plan d'ampleur en faveur des jeunes Valdoisiens afin d'amortir les effets de la crise, avec un ensemble de mesures en direction des jeunes en difficultés, qu'ils soient étudiants, en insertion, peu ou pas qualifiés ou encore diplômés de l'enseignement supérieur.

L'année 2021 a donc été essentiellement consacrée au déploiement et à la mise en œuvre opérationnelle des actions suivantes :

- l'attribution de 100 bourses supplémentaires de 400 euros aux étudiants valdoisiens boursiers en difficultés (pour l'acquisition de matériel informatique ou leur subsistance), s'ajoutant aux 100 bourses attribuées en partenariat avec CY Paris Université pour l'année scolaire 2020/2021 dont le déploiement s'est finalisé courant 2021. Au total, 200 bourses départementales ont été attribuées (80 K€).
- le soutien à la création de 26 places en Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) spécifiquement dédiées aux jeunes valdoisiens âgés de 18 à 25 ans peu ou pas qualifiés portées par trois structures. Ces 3 ACI (d'un montant total de 200 K€) ont démarré leur activité au premier trimestre 2021 et ont été prolongés pour une seconde année, au regard de la persistance des difficultés rencontrées par ces jeunes dans leur accès à l'emploi.
- le soutien à trois Missions locales pour l'accompagnement de 350 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur rencontrant des difficultés pour entrer dans la vie active (projet doté de 200 K€)
- la mise en œuvre de distributions de repas et de denrées alimentaires à destination des jeunes valdoisiens en difficulté, dès novembre 2020, en partenariat avec plusieurs associations du territoire (subventionnées à hauteur de 7 857 €), qui s'est prolongée jusqu'en juillet 2021.

Ces nouvelles mesures ont été proposées de manière complémentaire aux dispositifs existants, dont le Département a poursuivi la mobilisation, parmi lesquels les bourses Entrée dans la Vie Active (EVA), le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ), les soutiens départementaux aux structures d'accompagnement des jeunes en insertion tels que les Espaces Dynamiques d'Insertion, l'Ecole de la 2^{ème} Chance, ou encore le soutien à la fondation de CY Université pour les projets d'égalité des chances.

A cet égard, 235 jeunes valdoisiens ont bénéficié de l'aide Entrée dans la Vie Active (EVA) en 2021, pour un montant total de 324,1 K€.

Le Département a également poursuivi son partenariat et son soutien aux trois Espaces Dynamiques d'Insertion et au Hub de la Réussite pour l'Ecole de la deuxième chance du Val d'Oise, ainsi qu'à des dispositifs de promotion de l'apprentissage et de soutien à la création d'entreprises des jeunes, soit plus 685 jeunes accompagnés grâce au soutien départemental (178 jeunes suivis au sein des EDI du territoire, 450 jeunes accompagnés par l'Ecole de la 2^{ème} Chance, 41 jeunes mobilisés dans le cadre du concours des meilleurs apprentis de France et 16 jeunes créateurs d'entreprise).

S'appuyant sur le travail de fond mené avec huit opérateurs associatifs et deux services communaux habilités pour intervenir sur 28 communes du Val d'Oise, le Département déploie une politique importante de prévention spécialisée qui constitue une composante majeure de la stratégie d'intégration sociale et professionnelle des jeunes âgés de 11 à 25 ans en difficulté.

La prévention spécialisée, qui aura permis d'accompagner 3505 jeunes en grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle et d'instaurer un travail avec 962 jeunes « en accroche », aura vu ses modalités d'intervention renforcées, en 2021, par la signature d'une convention visant à déployer sur les communes d'Argenteuil, de Sarcelles et de Garges-lès-Gonesse, 7 postes d'éducateurs de prévention spécialisée intégralement financés par l'Etat pour une durée de 2 ans dans le cadre du dispositif « les bataillons de la Prévention ».

L'année 2021 a donc vu se concrétiser un ensemble de nouvelles actions (certaines financées par le Plan Pauvreté) au nombre desquelles, le financement de l'équipe de prévention spécialisée de Saint-Ouen-L'Aumône, la mise en place effective du protocole Education Nationale/ Prévention spécialisée visant à lutter contre le décrochage scolaire et le déploiement de « l'extranet PREVENT », destiné à créer une dynamique d'animation de réseau propice à l'évolution des pratiques professionnelles.

La collectivité reste tout autant engagée et déterminée dans la promotion de l'égalité femmes hommes, et vient de proposer un nouveau plan d'actions départemental pour la période 2020-2023, dont elle a soumis le bilan à la dernière Assemblée départementale du 18 février 2022.

Sur le volet sécurité, les principales actions mises en œuvre en 2021, concernent le plan départemental de prévention et de lutte contre la radicalisation voté en décembre 2020, qui a été déployé sur les axes de formation des professionnels et de sensibilisation des publics collégiens du Département :

- un marché public d'envergure a été lancé afin de mettre en œuvre des interventions auprès des collégiens valdoisiens afin de les sensibiliser aux valeurs de la République et la laïcité sous forme de représentations de théâtre-forum menées par les compagnies « Théâtre du Chaos » et « Comédiens associés », pour un montant de 70,71 K€ correspondant aux acomptes des trois lots du marché 2021-2022 ;
- une action de prévention de la polarisation à l'échelle locale a été conduite dans le cadre du projet européen BRIDGE pour un montant de 8,8 K€ avec des sessions de théâtre interactif suivies d'un débat organisé avec des jeunes des quartiers populaires sur la thématique de leurs relations avec les institutions et notamment la police ;
- le Conseil départemental a également poursuivi son soutien aux six associations et fédérations de jeunesse et d'éducation populaire d'envergure départementale pour le développement de projets et d'actions permettant de sensibiliser les jeunes valdoisiens aux valeurs de la République, à l'égalité femmes-hommes ou encore à l'utilisation des réseaux sociaux sur l'ensemble du territoire

Le Département a également poursuivi en 2021 la mise en œuvre d'une politique volontariste de sécurité, articulée autour des axes d'intervention suivants :

- accès au droit et aide aux victimes
- prévention de la récidive (groupes de paroles pour les auteurs de violences conjugales, chantiers d'accueil de travaux d'intérêt généraux, action concernant le permis de conduire à la maison d'arrêt du Val d'Oise)
- subventions pour les communes dans le cadre de l'accueil de travaux d'intérêt généraux
- en investissement, au titre des aides aux communes en matière de sécurité, 24 mandatements ont été effectués (655,15 K€) et 22 dossiers ont été instruits (390,7 K€).

Enfin, le dernier trimestre 2021 a été marqué par le lancement du projet de « Centre départemental de Supervision » avec une première réunion de présentation aux Maires, présidée par la Présidente du Conseil départemental le 10 décembre 2021.

➤ **Une politique numérique et éducative résolument tournée vers la réussite des collégiens, avec des moyens importants consacrés à la professionnalisation des agents des collèges**

L'année 2021 se sera inscrite dans la continuité de l'année 2020, fortement impactée par la crise sanitaire. Si aucun nouveau confinement n'est intervenu, les différents protocoles sanitaires qui se sont succédés, en particulier, celui de la rentrée scolaire 2021/2022 avec le lancement d'une campagne de vaccinations, auront eu un fort impact sur la baisse de la fréquentation des restaurants scolaires, à la suite à de nombreuses fermetures de classes.

Ce même phénomène a également été constaté sur les deux restaurants administratifs plus fortement touchés par les restrictions sanitaires qui ont concerné la restauration collective (réduction des jauges, obligation de 3 jours en télétravail...), conduisant à une baisse de l'ordre de 50%, et ce malgré la mise en place du système Click&Collect, qui n'aura pas permis de résorber l'écart de fréquentation.

A noter que la cuisine centrale aura fortement contribué aux mesures de soutien des familles valdoisiennes dans le cadre de la livraison de repas gratuits distribués aux épiceries solidaires, et ce jusqu'à l'été 2021.

Par ailleurs, l'accès au très haut débit aura été déployé sur l'ensemble des 111 collèges à l'été 2021, grâce à un Groupement Fermé d'Utilisateurs (GFU) qui connecte les collèges, les lycées, les CFA, et auquel adhère CY Paris Cergy Université.

Avec ces nouveaux moyens, des usages innovants dans les collèges sont appelés à se diversifier et à se déployer très largement.

Dès lors, et afin de combler le besoin croissant de tablettes numériques à usage pédagogique, le Département a décidé de généraliser, en 2021, la dotation par collège, de quatre classes mobiles comprenant seize tablettes tactiles chacune, portant ainsi à 7500, le parc de tablettes équipant les établissements.

Cette initiative va permettre de pouvoir s'appuyer sur le développement d'un réseau de start-up Edtech (technologies de l'éducation), dont les premières actions de développement de la filière en Val d'Oise ont été mises en œuvre à l'initiative de CY Cergy-Paris Université. Près d'un million d'euros ont été levés pour lancer de manière effective l'accélérateur Educate France en collaboration avec nos 111 collèges.

Malgré un contexte toujours difficile de crise sanitaire, une offre éducative riche et diversifiée a été proposée aux collèges publics du Val d'Oise pour l'année scolaire 2020-2021, à l'appui de l'intervention de structures spécialisées reconnues pour leurs compétences, d'une coordination des directions du Département et d'une collaboration étroite avec les services de l'Education nationale.

Ainsi, 104 collèges publics se sont inscrits à un ou plusieurs dispositifs du programme 2020-2021. Il est à noter pour l'année scolaire 2020-2021, la forte demande d'actions favorisant l'amélioration du climat scolaire et celles prévenant le décrochage scolaire, ainsi que la grande qualité des projets proposés par les collèges.

En revanche, au vu des contraintes sanitaires et du plan Vigipirate renforcé, la majorité des actions proposées en dehors des établissements (lieux culturels, Archives départementales, espaces naturels, salons professionnels, entreprises...) et les manifestations réunissant des élèves de différents collèges, n'ont pu être réalisées.

Les actions suivantes ont cependant pu être mises en œuvre durant l'année scolaire 2020-2021 :

202 projets de 86 collèges (205 de 97 collèges pour 2019-2020), financés dans le cadre des appels à projets « Art et Culture », « Prévention et Citoyenneté » (166 projets), « Développement durable » (24 projets) et « Valeurs de l'Olympisme » (12 projets).

En matière de promotion de l'égalité femmes-hommes, le Département a également renforcé en 2021 son action concernant l'éducation à l'égalité filles-garçons en soutenant de nouvelles actions éducatives (organisation d'un speed-meeting « Sciences et industrie au féminin » avec l'association « *Elles Bougent* » et à destination des collégiennes, afin de promouvoir auprès d'elles la mixité professionnelle ; déploiement d'ateliers « *Vice-versa* » dont l'objectif est de faire comprendre aux collégiens garçons l'importance des émotions, de l'empathie et du consentement).

Ainsi, au 30 juin 2021, dans un contexte de crise sanitaire, un total de 202 projets des collèges, 453 actions collectives (classes ou demi-classes) et 244 actions de soutien personnalisé ont été mis en œuvre de janvier 2020 à juin 2021 (*pour mémoire au titre de 2019-2020 : 205 projets, 972 actions collectives et 178 actions de soutien personnalisé*), conformément au bilan de la page suivante.

CLIMAT SCOLAIRE ET PREVENTION DES RISQUES

- 170 coachings individuels et 42 ateliers de remobilisation réalisés auprès de 504 élèves en voie de décrochage scolaire (400 élèves pour 2019-2020) ;
- 20 représentations de théâtre interactif de prévention des violences sexistes et sexuelles (20 prévues), pour 1 396 élèves de 10 collèges ;
- 12 représentations de la pièce « La reproduction des fougères » de la compagnie Les Filles de Simone, sur le corps et la puberté (12 prévues), pour 768 élèves de 6 collèges ;
- 35 représentations de théâtre interactif de prévention du harcèlement (35 prévues), pour 2639 élèves de 18 collèges ;

ORIENTATION ET PROJETS PROFESSIONNELS

- 66 inscriptions à la Bourse de stages collégiens en entreprise et 32 stages attribués (200 et 145 pour 2019-2020)
- 39 « Pack Collèges-Entreprises » permettant la réalisation de 169 ateliers dans 39 classes de 4e ou de 3e (336 ateliers prévus) ;
- 7 ateliers sciences et de découverte des filières scientifiques (7 prévus),
- 4 manifestations « Mon 1er entretien professionnel, Speed-meeting collégiens professionnels » organisés avec le MEVO de janvier à mai 2021, accueillant environ 150 élèves de 8 collèges ;
- 3 événements « Sciences et Industrie au féminin » organisés par l'association « Elles Bougent » pour 89 élèves de 4 établissements (7 pour 2019-2020), dont un premier speed-meeting collégiennes-professionnelles organisé avec le Département ;

ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE (EDD)

- 22 actions environnement et développement durable (13 ateliers scientifiques et 9 ateliers-débats EDD),
- 35 sorties d'expositions pédagogiques EDD et 27 animations de 2 heures dans 20 collèges ;

CULTURE ET PATRIMOINE

- 62 ateliers culturels (88 prévus) et 1 atelier des Archives départementales ;
- 7 résidences artistiques et culturelles ;
- 8075 élèves de 84 établissements ont pu bénéficier du dispositif « Collège au cinéma » ;
- 90 jeunes de 10 à 15 ans, provenant d'une trentaine d'établissements, ont participé au concours littéraire « Jeux d'écriture 2021 » ;

Pour les agents des collèges, 2021 marque également le début du déploiement dans l'ensemble des collèges des chariots d'entretien dits de pré-imprégnation. 20 collèges en sont dotés en 2021. Ce déploiement s'effectuera sur 4 ans. L'expérimentation de ces nouveaux matériels sur cinq collèges pilotes en 2020 a permis de conforter tous les bénéfices attendus en matière d'ergonomie au travail et de réduction de la pénibilité pour les agents, de réduction des consommations d'eau et de produits chimiques et d'efficacité en matière d'hygiène des locaux.

Il s'agit donc, au travers de cette démarche, d'œuvrer en faveur de l'amélioration de la santé au travail de nos agents des collèges et d'une meilleure prise en compte du développement durable dans nos pratiques professionnelles. En 2021, 135 agents ont bénéficié d'une formation à l'utilisation des chariots ainsi qu'à l'hygiène des locaux. En 2021, deux modules spécifiques de sensibilisation ont été réalisés pour 30 adjoints gestionnaires par le technicien métier entretien de la DEC.

La bourse de matériels des collèges est opérationnelle depuis septembre 2021. Tous les établissements adhérents au dispositif peuvent se voir prêter des matériels gérés par les équipes du pôle maintenance et entretien de la DEC. En 2021, ce sont 45 adhérents avec 77 demandes de prêts enregistrés en trois mois. La valeur de ces prêts établis sur la base des prix par jour pratiqués par des entreprises spécialisées est chiffrée à 25 651 euros sur 3 mois, soit 85 503 euros par an pour un investissement de 50 000 euros en 2021.

Une équipe de responsables mobiles a été créée en 2021, susceptible d'intervenir lorsque le responsable maintenance est absent. Ces personnels effectuent par ailleurs un suivi régulier des responsables de maintenance de terrain en complément des techniciens. Ces responsables de maintenance mobiles peuvent apporter une aide ponctuelle pour la réalisation de certains travaux. En 2021, ils ont réalisé 403 jours d'intervention. Ils gèrent les demandes liées à la bourse de matériels ouverte en septembre 2021.

Le Conseil départemental a poursuivi la dotation exceptionnelle des agents départementaux des collèges en masques de protection, à raison de 3 masques chirurgicaux par agent et par jour de fonctionnement. Les agents vulnérables ont bénéficié de réassorts en masques FFP2.

Pôle
Aménagement
du Territoire

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'année 2021 a été principalement marquée par les treize actions suivantes :

L'accélération de la mise en œuvre du plan vélo tant en études qu'en matière de réalisations

Le lancement des études stratégiques sur les grandes liaisons cyclables entre les pôles majeurs du Département, en associant l'ensemble des collectivités et associations du territoire, permet de prioriser les actions du Département dans la réalisation des aménagements cyclables. L'étude sur le stationnement modes doux (vélo et trottinette) dans les 111 collèges a également été lancée et devrait permettre, en 2022, d'aboutir à un plan d'actions pluriannuel pour développer et améliorer le stationnement vélo et trottinette dans l'ensemble des collèges (objectif du mandat : 100% des collèges équipés en 2027).

De nouveaux aménagements cyclables sur Routes Départementales (RD) ont d'autres part été réalisés avec, notamment, la création d'une piste cyclable le long de la RD10 entre Villiers Le Bel et Bouqueval sur une longueur d'environ 1 km pour un coût d'un million d'Euros, d'une piste cyclable le long de la RD14 entre Pierrelaye et Saint Ouen L'Aumône OA sur 600 m de long pour un coût 600 000 € TTC et la réalisation d'une voie douce d'environ 1,5 Km le long de la RD317 entre Louvres et Villeron, pour un montant de 750 000 € TTC.

La mise en place de Val d'Oise Renov' – service public d'information et de conseil à la rénovation énergétique des logements et du petit tertiaire privé

Ce service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) s'inscrit dans le dispositif national établi avec l'Etat, visant l'accompagnement des particuliers propriétaires, et des artisans et PME, par des conseils neutres et gratuits, dans leurs projets de rénovation énergétique de leur local ou habitation. Il s'appuie sur des opérateurs existants (ADIL, SOLIHA et PNR du Vexin français), mobilisés pour répondre aux demandes des valdoisiens.

Le financement de ce dispositif mobilise environ pour moitié des Certificats d'Economie d'Energie (CEE), apportés par deux sociétés privées (les obligés), et pour l'autre moitié, des financements publics (EPCI d'abord, Département et Région ensuite). Une douzaine de conventions sont aujourd'hui validées pour finaliser le déploiement de ce nouveau service sur le Val d'Oise, EPCI par EPCI.

Le Département du Val d'Oise est porteur associé de ce dispositif. Ce rôle conduit le Département à coordonner et animer le dispositif, à proposer les conventions de partenariat nécessaires, à communiquer sur le dispositif, à rendre des comptes régulièrement à l'ADEME et à l'Etat.

Ce dispositif est également une opportunité pour coordonner l'intervention des structures de conseils avec les professionnels du bâtiment, qui a conduit à la signature récente d'une convention de partenariat avec la Chambre des métiers et de l'artisanat, et prochainement avec la FFB95 et la CAPEB.

Le 17 novembre 2021, a été organisé le Comité de pilotage départemental de mise en œuvre du programme SARE en Val d'Oise, avec l'objectif de rendre compte des évolutions nationales récentes et de dresser un état de l'avancement opérationnel (technique et financier) du service d'accompagnement à la rénovation énergétique sur le territoire.

Sur cette première année de lancement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique sur son territoire, le bilan de l'activité est le suivant :

- 2162 contacts de particuliers pour des informations techniques juridiques et financières ;
- 1112 entretiens pour des conseils personnalisés effectués ;
- 91 démarches d'accompagnement dans une rénovation performante engagées.

La dynamisation de la politique agricole départementale par l'adoption de nouveaux dispositifs d'aide à l'agriculture

Le Département du Val d'Oise soutient, depuis de nombreuses années, le monde agricole, via des soutiens financiers aux structures agricoles et para-agricoles (appel à projets annuel) ou des aides directes aux exploitants agricoles, à visée environnementale, dans le cadre de dispositifs cadrés au niveau national et européen, et coordonnés à l'échelle régionale par la Région Ile-de-France.

La dernière délibération cadre de notre politique agricole datait de 2011. L'Assemblée de décembre 2021 a permis d'actualiser et de développer les dispositifs départementaux existants pour prendre en compte les nouveaux enjeux de l'agriculture :

- Maintenir les surfaces agricoles ;
- Faire face au renouvellement des générations ;
- Favoriser les modes de production respectueux de l'environnement ;
- Soutenir les filières locales ;
- Adapter les pratiques au changement climatique ;
- Maintenir le lien avec le grand public.

Ainsi, il a été validé le renforcement de nos aides directes aux agriculteurs via le Programme de Développement Rural qui bénéficie des financements du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER). Le soutien du Département ciblait déjà les investissements permettant de limiter ou de supprimer l'usage de phytosanitaires ou de fertilisants, et couvrira désormais également tous les investissements favorisant la diversification des productions (notamment pour permettre le développement des productions de légumes et fruits et leur première transformation, permettant ensuite l'approvisionnement de la restauration collective des collèges, ou la vente directe), y compris les bâtiments agricoles (installation de serres, de bâtiments de stockage...).

Par ailleurs, notre statut de premier département fruitier d'Ile-de-France est permis par notre aide historique aux arboriculteurs (aide à la replantation et à l'installation de filets para-grêle). Afin d'adapter cette aide aux évolutions territoriales, ce dispositif concernera désormais également les viticulteurs.

L'accompagnement du projet d'aménagement forestier de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt

En charge de la direction du Syndicat Mixte d'Aménagement de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt pour la création d'une nouvelle forêt, la Direction Grand Paris a assuré en 2021 le fonctionnement administratif et technique du syndicat. Le projet consiste en la création d'une forêt de 1350 hectares. L'année 2021 a été marquée en particulier par une nouvelle campagne de plantation. Au total depuis le premier arbre fin 2019, ce sont 240 000 arbres qui avaient été plantés par le syndicat et le SMAPP s'est rendu propriétaire de plus de 700 ha.

Le Conseil départemental, en tant que membre du SMAPP, participe au fonctionnement du syndicat à hauteur de 33% du montant global de la contribution financière de ses membres. En 2021, la participation du Conseil départemental versée au SMAPP s'est établie à 297 000 €.

Le lancement du chantier de reconversion écologique de l'étang des aulnes

Ce projet de restauration et d'amélioration écologique d'un étang récemment acquis par le Département, sur l'Espace Naturel Sensible du marais de Boissy-Montgeroult, est devenu concret avec le démarrage, fin 2021, des études de maîtrise d'œuvre. Il inclut l'amélioration des berges de l'étang, la réduction de la surface en eau pour favoriser la création de zones humides et la renaturation d'une partie du lit de la Viosne, affluent de l'Oise.

Etudes réglementaires, écologiques et hydrauliques vont être menées en 2022 pour permettre le lancement des travaux en 2023.

Le lancement d'un appel à projets pour un centre de soins de la faune sauvage

Le nord du bassin parisien est marqué par une carence de structures associatives dans le soin et la sauvegarde de la faune sauvage. Des bénévoles et des passionnés, qui recueillent des animaux sauvages blessés ou malades se retrouvent à devoir parcourir des dizaines de km, pour pouvoir les faire soigner, avant d'être relâchés dans la nature.

Face à ce constat, le Département a décidé de lancer, lors de la séance de décembre 2021, un appel à projets à destination des associations, pour la création en Val d'Oise, d'un centre de soins et de réadaptation pour la faune sauvage. Cet appel à projets, doté d'un budget de 100 k€, doit permettre de retenir avant mi 2022, une association partenaire pour réaliser ce centre de soins, sur un terrain d'environ un hectare, à trouver en zone périurbaine, au contact de zones naturelles.

L'extension de l'activité du Laboratoire Départemental dans le domaine des études sur la qualité de l'air intérieur

Le Département, comme toute collectivité, est dorénavant obligé depuis 2020, de procéder régulièrement, à des analyses de l'air intérieur dans ses 111 collèges. Il s'agit pour le moment de vérifier les systèmes d'ouverture et de ventilation des bâtiments, mais aussi d'analyser diverses molécules dangereuses pour la santé humaine :

- évaluation des moyens d'aération : constat de la présence ou non d'ouvrants donnant sur l'extérieur, vérification de la facilité d'accès aux ouvrants, de leur manœuvrabilité et examen visuel des aérations existantes,
- campagnes de mesures des polluants : à partir du rapport d'évaluation des moyens d'aération, des groupes de pièces représentatives sont définis pour chaque établissement. Pour chaque groupe identifié, un nombre de pièces à instrumenter est défini dans la limite de 8 pièces par établissement. Deux campagnes sont à réaliser au cours de l'année en période de chauffe et hors période de chauffe. La mesure dure sur une semaine complète (4,5 jours) dans les conditions normales d'utilisation de la pièce (en période occupée).
- exploitation des données et la rédaction d'un rapport : les résultats obtenus sont confrontés aux valeurs réglementaires et un rapport global pour l'établissement est rédigé et transmis aux responsables de l'ERP concerné.

Cette surveillance est renouvelée tous les 7 ans et doit être réalisée par un organisme accrédité par le COFRAC pour les parties stratégie de prélèvement/campagne de mesures et rédaction du rapport.

Les analyses viennent cibler 3 polluants en particulier, le formaldéhyde, le benzène et le dioxyde de carbone (CO2).

Ainsi, en 2021, une étude d'opportunité pour le développement d'une activité de prélèvements et d'analyses de la qualité de l'air intérieur au Laboratoire Départemental d'Analyse de l'Eau du Val d'Oise a été confiée au cabinet Public Impact Management (PIM). L'objectif principal de cette étude était de proposer et évaluer la faisabilité de plusieurs scénarios de mise en place de cette nouvelle activité et notamment d'un scénario de base pour répondre aux besoins réglementaires concernant les bâtiments scolaires et sociaux du Conseil départemental.

La prise en charge par le Laboratoire de la phase prélèvements dans les collèges et l'interprétation des résultats serait possible, et doit être validée prochainement. L'appui du Laboratoire public de Seine et Marne, pour la réalisation des analyses avec du matériel adapté, semble également acquise.

Un soutien renforcé aux communes

« Petites villes de demain » (PVD) est un programme national d'appui à la redynamisation des petites villes "rurales" et centres-bourgs présentant des signes de vulnérabilité. Il s'adresse aux communes de moins de 20 000 habitants et s'intègre dans les Contrats territoriaux de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) des EPCI.

Dans le Val d'Oise, 5 « Petites Villes de Demain » ont été retenues par l'Etat fin décembre 2020 : Fosses, Louvres, Marines, Magny-en-Vexin, Viarmes. Ces lauréates du programme « Petites villes de Demain » peuvent ainsi bénéficier des crédits du plan de relance pour le financement de leurs projets répondant aux trois priorités de ce programme : l'écologie, la compétitivité et la cohésion.

En étant partenaire et signataire des conventions-cadres "Petites Villes de Demain", le Département participe au dynamisme des projets de territoire et a une vision globale des projets portés par chaque partenaire dans le cadre du dispositif. Il accompagne les 5 communes et leurs EPCI via la plateforme d'ingénierie territoriale mise à leur disposition, les déléguées territoriales et le guide des aides à l'investissement.

Le Conseil départemental a également mis en place un partenariat spécifique et bilatéral avec la Banque des Territoires (BdT) de la Caisse des dépôts. Ce nouveau partenariat prévoit que le Département accompagne et instruit les demandes de subventions des communes Valdoisiennes « Petite Ville de Demain » pour le compte de la BdT. Par délibération n°6-04 du 12 février 2021 le Conseil Départemental a approuvé les modalités de cette convention bilatérale qui a été signée durant l'été 2021. Des premières demandes nous ont été transmises fin 2021 mais aucune subvention n'a été accordée sur l'année 2021.

La participation au projet partenarial d'aménagement (PPA) du quartier St Germain - Berges de Seine à Argenteuil :

La Ville et l'Etablissement Public territorial ont élaboré avec leurs partenaires un contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) pour coordonner les réflexions de tous les acteurs et les projets d'évolution du quartier. Le PPA permet de fédérer l'Etat et les acteurs locaux autour d'opérations d'aménagement complexes. Ce contrat permet d'acter les engagements, notamment financiers, des différentes parties et éventuellement de mettre en œuvre des outils d'urbanisme spécifique, type permis d'innover.

Le Département est concerné par le PPA au titre de ses compétences en termes de mobilités (Bus entre Seine, RD 311), d'éducation (création d'un collège) et du financement des équipements publics. Le contrat a été signé par la Présidente en janvier 2021. Un comité de pilotage de lancement a été réuni le 19 janvier 2021. Le deuxième comité de pilotage s'est réuni en mai 2021 a présenté le diagnostic.

L'évolution de l'observatoire départemental de l'habitat 2021

L'observatoire départemental de l'habitat, initié en 2020, a été enrichi de 4 nouvelles fiches thématiques sur le logement des plus de 60 ans, le mal logement, les bailleurs sociaux, leur patrimoine et leurs locataires, la consommation énergétique des logements et la rénovation énergétique. Il a été envoyé aux élus départementaux, aux EPCI et aux acteurs de l'habitat du département. Il est également disponible sur Valdoise.fr et sur la plateforme d'ingénierie départementale Aideauxcommunes.

Le soutien à l'habitat social au travers du bailleur départemental Val d'Oise Habitat (VOH)

Une nouvelle convention-cadre 2021-2026 a été signée le 29 janvier 2021 entre VOH et le Département. Cette convention prévoit un financement de 7M€ et des garanties d'emprunt à hauteur maximum de 80M€.

En 2021, la première convention opérationnelle a attribué une subvention de 2M€ pour la réalisation de 63 logements et la réhabilitation de 1167 logements. Une seule garantie d'emprunt a été accordée en 2021 pour un montant garanti de 992 308€.

La réalisation sur la RD407 à Taverny d'un accès routier supplémentaire (entrée / sortie) au centre commercial "Les Portes de Taverny"

Les accès au Centre Commercial "les Portes de Taverny" étaient limités à deux entrées et une sortie, ce qui était problématique, notamment en terme de sécurité (tant pour les usagers routiers que pour les services de secours).

Le Conseil départemental du Val d'Oise a dès lors porté la maîtrise d'ouvrage d'une opération routière visant à réaliser un nouvel accès complet (entrée / sortie) sur la RD407 tout en maintenant les autres accès existants et notamment l'accès direct via l'Autoroute A115.

Le projet a consisté principalement en la création d'un carrefour giratoire sur la RD407 venant se raccorder sur un giratoire existant en sortie de l'A115, la modification des accès existants depuis l'A115 et la réalisation d'un second giratoire dans l'emprise du centre commercial ainsi qu'au rétablissement et au prolongement des circulations douces existantes (notamment via un ouvrage d'art sous la RD407).

Les travaux se déroulés, sous circulation, de mars à octobre 2021 (date de mise en service), pour un coût de 2,6 M€ HT cofinancés avec la centre commercial (60 %) et la commune (20%).

Enfin, cet accès permettra aussi d'améliorer la desserte de la future piscine Olympique prévue à l'horizon 2024.

La réflexion sur l'aménagement du Triangle de Gonesse dans le cadre de l'appel à idées Agoralim

Le Département du Val d'Oise et la CA Roissy Pays de France ont mandaté le bureau d'étude Foodbiome afin de construire une contribution territoriale, en appui et complémentaire au projet Agoralim. Cette contribution a permis de recueillir les avis et les attentes des acteurs du territoire sur le projet Agoralim, de favoriser l'émergence d'idées pour co-construire le projet et élaborer la contribution de la CA Roissy Pays de France et du Département du Val d'Oise pour le développement d'un pôle d'excellence sur l'agriculture et l'alimentation du futur, en réponse à l'appel à idées de la Semmaris.

Pôle Ressources

RESSOURCES

La Direction Générale Adjointe "Ressources" (DGAR) est chargée de la mise en œuvre des politiques départementales en matière financière, de ressources humaines, de gestion patrimoniale, de passation des marchés et de soutien logistique, de systèmes d'information, et d'affaires juridiques. En 2021, elle avait également en charge les archives départementales.

A ces différents titres, l'activité des personnels de la DGAR s'est notamment concentrée en 2021 sur les trois axes prioritaires suivants :

1. L'efficacité mise au service du projet d'ensemble du Conseil départemental

Dans sa dernière revue annuelle du 3 décembre 2021, l'agence Fitch Ratings a relevé la note long terme du Département du Val d'Oise à 'AA' contre 'AA-' auparavant (à deux crans de la meilleure note « AAA » sur une échelle de 20 niveaux). La note à court terme a également été confirmée à 'F1+', meilleure note pour le volet court terme. La perspective est passée de stable à négative, reflétant ainsi celle de l'Etat souverain français (AA/Négative).

Ce résultat traduit les très grands efforts de rétablissement financier menés par le Département, mais également l'accompagnement des équipes du Département qui ont travaillé sur le dossier de la notation financière, appuyé par une forte gouvernance de son Exécutif et soulignée par l'Agence de notation. Cette amélioration sensible de la trajectoire financière du Département, ce qui lui a permis de préparer, au dernier trimestre 2021, un important Plan Pluriannuel d'Investissement évalué à 1,6 Md€ pour le mandat 2022 - 2028.

Sur ces bases, l'élaboration du budget 2022, à l'automne 2021, a été conçue différemment, en déterminant en amont des enveloppes de fonctionnement calculées à partir des trois ratios financiers fondamentaux suivants: un taux d'épargne brute cible de 13 %, une capacité de désendettement inférieure à 10 ans, et une maîtrise de la variation du stock de dette (868,5 M€ à fin 2021, en baisse de 25 M€). Le pôle Ressources attestera ainsi, année après année, pour ce qui le concerne, de sa capacité à faire preuve d'efficacité dans le rapport entre consommation de crédits de fonctionnement et qualité du service rendu, pour contribuer à libérer le plus possible de capacité d'épargne au profit des investissements départementaux.

En matière de gestion foncière du patrimoine départemental, l'année 2021 a été consacrée au renouvellement des baux et conventions arrivant à terme, à l'acquisition de parcelles dans le cadre de la politique d'Espaces Naturels Sensibles du Département, à la poursuite de la régularisation des socles fonciers des collèges, ou encore à l'accompagnement des projets routiers et bâtimentaires sur les aspects de maîtrise foncière notamment. Au titre des cessions significatives, 2021 a vu la signature de l'acte définitif de vente de l'ancienne sous-préfecture de Montmorency.

Dans le domaine de la gestion des ressources humaines, plusieurs démarches ont été engagées, certaines ayant donné lieu à des prises de décisions dès 2021. Ainsi, considérant les difficultés de recrutement dans les métiers d'agents des collèges et de travailleurs sociaux de terrain, et afin de valoriser ces fonctions contribuant à deux compétences essentielles de l'échelon départemental, l'Assemblée départementale du 17 décembre 2021 a adopté une mesure exceptionnelle de revalorisation du régime indemnitaire pour ces catégories d'agents.

De même, et au regard des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes et de l'application de la loi de Transformation de la Fonction Publique de 2019, le Département a engagé une mise en conformité du temps de travail de ses agents, qui a abouti à l'adoption d'un nouveau règlement du temps de travail en décembre 2021, applicable au 1^{er} janvier 2022 et au 1^{er} septembre 2022 pour les personnels de collèges.

Les élections départementales de juin 2021 ont également été l'occasion d'une intense activité des services, pilotée par la Direction des Finances et son Service des Assemblées, qui ont assuré l'ensemble de la logistique administrative interne de ces élections, en lien avec la Direction des Affaires Juridiques. La préparation de l'ensemble des travaux post élections, en juillet, notamment au niveau des désignations et des représentations des élus dans les organismes partenaires et associés du Département (425 organismes dont 111 collèges), a permis également à la nouvelle mandature de s'installer le mieux possible dans ses fonctions.

Enfin, le site Internet des Archives Départementales a fait l'objet d'une refonte importante en début d'année, tenant compte tant des suggestions faites par les usagers que des évolutions techniques du web. Ouvert le 25 janvier 2021, il totalise sur l'année 101 613 visiteurs uniques, 205 529 visites, 1 007 821 pages uniques vues, 1 532 542 pages vues. Près de 900 inventaires d'archives avec ou sans fichiers-images associés ainsi que des dizaines de productions éditoriales : articles (41), galeries (36), zooms sur documents (35), chronologies (5), puzzles (16), cartes postales (27), exposition en ligne (1). Il s'est enrichi de nombreux documents consultables en ligne, fruit d'un ambitieux programme pluriannuel de numérisation, soit 205 000 pages de registres de matrices cadastrales, de journaux locaux, de documents déposés par les communes de moins de 2 000 habitants (dont des registres d'état civil et de délibérations), de plans cadastraux... Le site Internet se complète d'une page Facebook et d'une chaîne Youtube présentant, entre autres, la captation des conférences "Histoires croisées" conçues en partenariat avec le Service Départemental d'Archéologie du Val d'Oise.

2. L'ingénierie, comme principe de transformation et d'action de l'administration départementale

L'année 2021 a été tout d'abord mise à profit pour actualiser le Programme Technique de Construction des collèges, document programmatique cadre, servant de base à l'ensemble des opérations lourdes à mener sur les établissements d'enseignement secondaire en Val d'Oise. Au regard de l'évolution observée des pratiques pédagogiques, de la volonté du Département d'intégrer à ses opérations de construction et de restructuration une approche de co-conception centrée sur les usages du bâtiment, et des premiers retours relatifs aux expérimentations engagées (salles de sciences, cours de récréation, sanitaires), une actualisation de ce document a été réalisée dans le cadre d'une démarche transversale associant l'ensemble des directions de l'administration départementale qui concourent à ces opérations, en relation avec les services de l'Education Nationale. Une version actualisée du document a été approuvée en juin 2021 et a ainsi pu servir de document de référence pour les trois procédures de concours engagées dans le cadre des opérations de construction de collèges neufs à Villiers le Bel, Persan, et Osny.

Concernant ses sites administratifs, le Conseil départemental a poursuivi sa démarche de prospective immobilière sur le secteur de l'agglomération de Cergy-Pontoise, en conservant une volonté forte d'association de l'ensemble des services et personnels concernés. Différentes études ont été réalisées, au premier rang desquelles une étude d'opportunité relative à l'acquisition de nouveaux locaux sur le Grand Centre, une étude de faisabilité relative à la réutilisation des locaux de l'ancienne annexe du TGI de Pontoise, et une étude de pré-programmation relative au bâtiment des Archives Départementales. Elles ont permis de consolider les projets prioritaires de la mandature, et de les inscrire au Plan Pluriannuel d'Investissement 2022-2028 élaboré fin 2021, pour un budget global de 83 M€.

S'agissant spécifiquement du futur bâtiment des Archives Départementales, la phase 1 du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage lancé en septembre 2020 s'est poursuivie tout au long du premier trimestre 2021 : finalisation des diagnostics technique, fonctionnel et environnemental, étude de faisabilité. Au vu des importantes contraintes relevées sur les scénarii étudiés, des études complémentaires ont été menées en interne, en élargissant les hypothèses étudiées. Le choix est finalement intervenu en décembre 2021 de poursuivre le projet sur la base du scénario de construction du nouveau bâtiment sur l'actuel site de "La Palette" après sa remise à l'état d'emprise foncière nue.

2021 a également été l'année de la transition vers un nouveau logiciel de gestion patrimoniale. Après présentation de plusieurs solutions et au regard des besoins exprimés, un nouveau logiciel (Astech) a été retenu, permettant, outre des fonctions de gestion patrimoniale facilitées et fiabilisées, une utilisation en mode nomade et une connectivité avec le logiciel financier du Conseil départemental. Les phases de configuration du futur logiciel et de récupération des données du logiciel actuel ont été engagées à l'automne 2021 et se poursuivront sur le premier semestre 2022.

De la même façon, le Département a mis en exergue depuis de nombreuses années l'importance d'un processus maîtrisé et performant de commande publique, tant du point de vue de la maîtrise des dépenses que de celui de l'attractivité économique qui en découle. A cet égard, la dématérialisation totale, "de bout en bout", du processus de la commande publique a été engagée en 2021, dans l'objectif de permettre le déploiement en 2022 vers toutes les directions métiers d'un outil de rédaction des marchés, visant à harmoniser et à sécuriser les pratiques en la matière.

L'outil de rédaction des marchés choisi, « SIS-Marché », est ainsi doté de fonctionnalités qui couvrent tout le périmètre de l'achat public : du recueil du besoin d'achat des directions métiers à l'archivage des pièces de marchés, en passant par la planification des marchés, l'élaboration des pièces des marchés, le suivi de la consultation, et l'élaboration de statistiques.

En matière de formation, la Direction des Ressources Humaines a fait évoluer son offre de formation dans le contexte de crise sanitaire, en proposant près d'un quart de formations à distance. De nouveaux formats ont également été proposés aux agents départementaux des collèges afin d'augmenter le nombre d'agents formés. Une formation relative à l'hygiène des locaux et à l'utilisation des nouveaux chariots de pré-imprégnation a été effectuée par des capsules vidéos qui complètent la formation initiale. 20 collèges ont été concernés. Par ailleurs, la formation au protocole HACCP (*Hazard Analysis Critical Control Point* - ensemble de mesures préventives et d'autocontrôle ayant pour but de maintenir l'hygiène alimentaire) a été dispensée via un webinar proposé au cours de 2 sessions, qui ont permis aux agents de suivre cette formation en équipe et au sein de leurs établissements. Près de 300 agents ont pu être ainsi formés en seulement 2 sessions.

Pour sa part, l'équipe des Archives Départementales a été très fortement mobilisée par la poursuite de son processus de transformation « Archivistes-usagers 3.0 », initié en 2020, afin d'offrir un meilleur service à tous ses usagers (grand public, administrations, élèves,...) et partenaires. La stratégie retenue s'appuie sur deux axes patrimoniaux et digitaux : « une collectivité tête de pont de la mémoire du territoire » et « une administration numérique fiable et efficiente ». Pour mettre en place les projets de transformation retenus, l'organigramme a été modifié et l'équipe renforcée par la création de 4 postes lors du comité technique du 25 novembre 2021.

Ces actions de modernisation de l'administration départementale ont également concerné le système d'information (SI). Ainsi les actions suivantes ont été réalisées :

Concernant le matériel destiné aux agents, qu'il s'agisse de son renouvellement ou d'une primo-dotation, la DSI a déployé 41 PC fixes, 798 PC portables, 830 écrans, 45 tablettes et 394 téléphones portables dont 186 nouveaux téléphones portables pour des agents de la Direction de la Vie Sociale. Concernant les dotations collectives, la DSI a mis en place un scanner de plan 3D pour la Direction des Mobilités, et 7 écrans d'affichage dynamique pour le Campus et la Palette associés à une solution de gestion centralisée. La modernisation des moyens d'impression et de numérisation s'est poursuivie (10 copieurs installés) ; la participation aux déménagements et réaménagements liés aux projets de Maison Départementale de l'Enfance et de la PMI de Domont (interconnexion au réseau départemental, matériels, réseau téléphonique, sécurité du site) a généré une charge humaine et financière non négligeable.

Concernant l'infrastructure technique, la DSI a poursuivi le déploiement du Wi-Fi (62 sites départementaux sur 80), a procédé à l'extension de notre capacité de sauvegarde (20% supplémentaires) et fait l'acquisition de 3 nouveaux serveurs en remplacement de serveurs obsolètes. Par ailleurs, une nouvelle baie de disques (stockage des données) est venue renforcer celles existantes et 23 switchs ont été renouvelés pour les réseaux de bâtiments ; la finalisation du raccordement des sites du département à la fibre optique pour les collèges, lycées et les sites administratifs du Département a enfin été rendue effective en 2021.

Sur le plan logiciel, la DSI a finalisé la migration de la version du SSO (Single Sign On ou authentification unique pour permettre l'identification unique sur l'ensemble du SI), a mis en place le site "inquietance-des-temps.com" pour l'Abbaye de Maubuisson, a procédé à la mise à jour du logiciel de centre d'appels et à l'implémentation d'un module de traitement des sollicitations par mail pour la MDPH.

Concernant la sécurité, en 2021, la DSI a lancé une campagne d'hameçonnage sur un panel de 1000 utilisateurs pour évaluer le niveau de maturité des utilisateurs face aux attaques par mail. L'exploitation des résultats conduira à mettre en œuvre, dès 2022, un important plan d'action pour la sécurisation des systèmes d'information.

3. La qualité de service, un impératif au cœur des stratégies du pôle Ressources

Le Département conduit une politique active d'entretien et d'amélioration de son patrimoine bâti, au titre de laquelle un important effort d'investissement a été consenti en 2021.

Ainsi, en sus des programmes de travaux annuels menés sur l'ensemble de son patrimoine, a été poursuivi un ambitieux programme d'opérations au sein duquel figurent notamment :

- La livraison de la nouvelle Maison Départementale de l'Enfance (MDE) à Cergy
- La poursuite des travaux de restructuration du collège Jules Ferry d'Eaubonne
- Le démarrage des travaux de construction des collèges Caroline Aigle à Cergy et Marie Curie au Plessis-Bouchard
- Le démarrage des travaux de restructuration du collège Pierre de Ronsard à Montmorency
- L'achèvement des études de l'opération d'extension du CDFAS

- La réalisation des études relatives aux opérations d'extension des collèges Philippe Auguste à Gonesse et Jean-Jacques-Rousseau à Argenteuil
- Le lancement des opérations de construction de nouveaux collèges à Villiers-le-Bel, Persan et Osny, et d'extension des collèges St Exupéry et Martin Luther King à Villiers-le-Bel, ainsi qu'Ariane à Argenteuil
- La réalisation de deux études de faisabilité relatives aux locaux des Centres d'Exploitation des Routes de Magny en Vexin et Marines

En coordination avec les équipes de la Direction de la Gestion Patrimoniale, la Direction de l'Achat Public et des Ressources (DAPR) a aménagé la nouvelle Maison Départementale de l'Enfance, inaugurée le 17 décembre 2021, qui permet d'accueillir 70 enfants dans un cadre plus chaleureux et épanouissant que l'ancien Foyer. Les sept pavillons qui composent la MDE ont ainsi été meublés en tenant compte des univers et ambiances conçus par l'architecte, et des besoins et des usages des équipes et des enfants accueillis, au travers de marchés conçus pour la plupart spécifiquement pour ce projet.

Les collèges ont également été dotés en mobiliers éducatifs (ont été réalisés en 2021, 17 salles de sciences et 6 salles Ulis qui représentent environ 1/3 de la dépense de cette nature) administratifs, et divers, dans le cadre de renouvellements et de restructurations (meublier de restauration, des salles informatiques, des salles de classes et de sciences, des Centres de Documentation et d'Information, et casiers des élèves). Par ailleurs, les projets d'accompagnement mobilier à l'innovation pédagogique des collèges ont été reconduits en 2021 dans le cadre de deux restructurations (collège Jules Ferry à Eaubonne, et collège Gabriel Péri à Bezons).

S'agissant toujours de la MDE, le déménagement de l'ancien Foyer de l'enfance s'est accompagné de la résorption d'un archivage de 70 ans. Entamée dès 2019, l'opération s'est accélérée en 2021 sur une durée cumulée de sept mois. Sur 133 mètres linéaires (ml) de documents traités pièce à pièce, 20 ml d'archives ont été collectés sur l'histoire de l'institution ; 82 ml ont été détruits car redondants avec les dossiers des enfants conservés en centrale ou dans les sites territoriaux; 25 ml ont rejoint un centre de pré-archivage (pièces comptables et dossiers individuels d'enfants sortis du dispositif). Enfin 301 dossiers concernant des fratries encore sous protection du Département ont été remis aux équipes de la Direction de l'Enfance, Santé, Familles, pour leur permettre de constituer un dossier unique et faciliter tant les opérations ultérieures de dématérialisation que la consultation de leur dossier par les usagers. Une galerie d'images sur l'histoire de l'aide sociale à l'enfance a été présentée à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle Maison de l'Enfance le 17 décembre 2021, et relayée sur le site Internet des Archives.

En parallèle, une méthodologie pour la dématérialisation des dossiers d'enfant à venir, ainsi que d'autres dossiers sociaux, a été élaborée. Ces travaux sont amenés à se poursuivre et à se terminer en 2022. Ces dossiers individuels d'enfant, papier aujourd'hui et demain électroniques, ont vocation à être conservés définitivement dans le bâtiment des Archives et dans un système d'archivage électronique (SAE) qui sera opérationnel en 2022.

Pour mémoire, les Archives Départementales supervisent la destruction raisonnée, confidentielle, et respectueuse de l'environnement, des documents périmés, pour toutes les directions de la collectivité. En 2021 ce sont 840 ml qui ont ainsi été détruits, soit dans les bureaux eux-mêmes, soit dans les trois centres départementaux de pré-archivage.

De plus, dans le cadre du "cleaning day", organisé le 22 octobre 2021, les équipes de la DAPR ont accompagné (notamment sur le Campus et la Palette) tout au long de la journée les Directions dans le tri et le recensement de leurs déchets, notamment le tri pour les Déchets d'Équipements Électriques (D3E), la mise en déchetterie des documents de travail inactifs, et l'accompagnement au recensement pour mise en déchetterie de mobiliers et autres matériels obsolètes ou défectueux...).

Cet évènement inédit a ainsi permis le retrait de plus de 20 000 litres de déchets sur le Campus, en plus du recours à une benne de la Direction des Mobilités de 10 mètres cube soit 10 000 litres, ainsi que près de 8 000 litres sur la Palette, soit un total de 38 000 litres de déchets enlevés.

En outre, suite à cette intervention, une quarantaine de demandes de retrait de mobiliers / matériels obsolètes ont été émises par les sites déconcentrés (80% des demandes d'intervention suite à ces demandes ont été traitées à la date de rédaction du présent rapport d'activités...).

L'année 2021 a également été caractérisée par la réalisation d'un ensemble d'actions dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Ainsi, en application de la loi de Transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019, un cycle de négociations a été finalisé au premier semestre 2021 avec les organisations syndicales afin de concevoir les lignes directrices de gestion en matière de gestion des ressources humaines. Adoptées le 8 septembre 2021 pour une durée de 6 ans, ces lignes directrices de gestion du Département exposent les dispositifs proposés pour accompagner les agents dans l'évolution de leurs parcours professionnels (entretiens de carrière, ateliers de la mobilité, parcours de reclassement...). Elles structurent la démarche d'accompagnement des directions métiers dans leurs évolutions de court et moyen termes, en étudiant les tendances de transformations des emplois et des compétences (évolution numérique, contexte économique, social, démographique...). Les enjeux de bien-être au travail, d'inclusion, d'égalité Femmes/Hommes, et de prévention des risques, violences et discriminations, sont également pris en considération dans cet outil de pilotage pluriannuel, qui comporte en outre un volet relatif à l'avancement de grade et à la promotion interne.

Après son adoption au mois de février 2021 par l'Assemblée délibérante, la nouvelle charte du télétravail de droit commun a été rendue applicable à compter du 1^{er} septembre 2021 au sortir des nouvelles périodes de confinement. Un peu plus de 1 700 agents (contre 450 avant le 1^{er} confinement) ont sollicité une autorisation conforme au cadre général posé par cette charte, ainsi qu'aux règles transposées par les encadrants des différentes unités de travail, afin d'adapter le télétravail aux spécificités des différents métiers départementaux. En lien avec la DSI et la Direction de l'Achat Public et des Ressources (DAPR), des équipements ont été remis à tous les télétravailleurs pour faciliter leur travail et veiller à leur ergonomie (support d'écran, casque-micro,...). Par ailleurs, 140 fauteuils de bureau et 200 écrans supplémentaires ont été fournis pour être utilisés à domicile. Cette politique de déploiement d'équipements se poursuivra en tant que de besoin en 2022.

S'agissant de la mise en œuvre du plan égalité Femmes/Hommes du Département, plusieurs actions ont été réalisées au cours de l'année, parmi lesquelles :

- 8 mars 2021 : colloque « Les femmes et la Fonction Publique »
- Collecte de protections menstruelles
- Mise en place de la plateforme de signalement et du guide MAVDHAS (Menaces, Actes de Violences, de Discriminations, de Harcèlements, d'Aggressions Sexuelles et/ou sexistes au travail)
- Webconférence de lancement MAVDHAS le 29 novembre 2021
- Communication interne sur le sexisme au travail

Afin de permettre à davantage d'agents de bénéficier d'un contrat de prévoyance à un taux compétitif, le Département a enfin négocié et obtenu en 2021 de la part de ses organismes partenaires la réouverture des possibilités d'adhésion, au même taux qu'initialement. La campagne de communication a ainsi permis d'enregistrer 295 nouvelles adhésions, pour atteindre le nombre de 1 100 agents adhérents à un dispositif de prévoyance au Conseil départemental.

L'administration départementale a enfin veillé à entretenir un haut niveau d'expertise juridique, et à faire usage des règles de droit pour prévenir les contentieux et/ou défendre les intérêts du Département (43 procédures en cours en 2021, dont 22 nouvelles). La direction des affaires juridiques (DAJ), sollicitée pour accompagnement ou avis par la Direction générale et les directions métiers dans la mise en œuvre de leurs missions et la conduite de leurs projets, a ainsi garanti une défense des intérêts départementaux fiable, efficiente, opérationnelle et adaptée aux besoins, afin de permettre en toutes circonstances une prise de décision éclairée juridiquement. Dans ce cadre, elle a émis de nombreux avis et réalisé des analyses et consultations juridiques dans tous les domaines du droit intéressant le fonctionnement interne du Département et l'exercice de ses compétences. Elle a contribué à la réalisation de projets départementaux requérant des montages juridiques nouveaux ou complexes, de même qu'elle a mis en œuvre la protection fonctionnelle des personnels du Département (7 dossiers suivis en 2021, dont 1 nouveau).

Indicateurs d'activités 2021

Ressources

Direction	Indicateurs d'activités	Cumul depuis janvier 2021	Commentaires
DGP	Nombre de factures et titres traités	7 541	
DAPR	Nombre de demandes usagers internes arrivées au service gestion des moyens	8 853	(achats – manifestations –entretien logistique – imprimerie)
DAPR	Nombre de consultations publiées sur le profil d'acheteur du Département – Maximilien	231	
DAPR	Nombre de visiteurs – usagers pour les sites Campus	25 467	
DAPR	Nombre de visiteurs – usagers pour les sites Palette	3 338	
DSI	Nombre d'incidents résolus	16 318	
DSI	Nombre de demandes traitées	4 518	
DSI	Nombre de mises en production	170	
DSI	Avancement de la mise en conformité au RGPD de la collectivité	23	
DAD	Nombre d'usagers grand public (physique et distanciel)	221 341	
DAD	Nombre d'opérations de collecte réalisées et de destruction autorisées	650	
DF	Nombre de liquidations traitées -dépenses - (hors DGAS)	35 305	
DF	Nombre de liquidations traitées -recettes - (hors DGAS)	6 199	
DF	Nombre de liquidations traitées -dépenses - Total	38 600	
DF	Nombre de liquidations traitées -recettes - Total	18 127	
DF	Nombre de virements traités nécessitant un contrôle : investissement	182	
DF	Nombre de virements traités nécessitant un contrôle : fonctionnement	292	
DF	Nombre de dossiers traités sur la période (transmis à la D° Gle)- CP	291	
DF	Nombre de dossiers traités sur la période (transmis à la D° Gle)- AD	218	
DF	Délais moyen du traitement d'un dossier : Date d'arrivée à la Coordi / transmission à la D° Gle (en jours ouvrés) -CP-	7	
DF	Délais moyen du traitement d'un dossier : Date d'arrivée à la Coordi / transmission à la D° Gle (en jours ouvrés)-AD-	8	
DF	Nombre d'études en cours de traitement au Contrôle de gestion		pas d'études en cours, recrutements en cours des 2 agents du service (Chef de service et contrôleur de gestion) une note d'opportunité est en cours de
DRH	Nombre de dossiers de réorganisations passés en CT	16	
DRH	Nombre de départs en formation	4 168	
DRH	Nombre d'entrées au CD	711	
DRH	Nombre de sorties du CD	663	
DRH	Nombre d'entretiens de recrutement	1 406	

Développement

Direction	Indicateurs d'activités	Cumul depuis janvier 2021	Commentaires
Sport	Nombre de manifestations sportives financées	17	
Sport	Nombre de rdv réalisés avec les clubs et comités	164	au CD ou présences aux AG ou autre évènement organisé par les clubs ou comités
Sport	Nombre de réunions effectuées en préparation d'actions ou d'évènements ayant un lien avec les JOP 2024	64	
DIES	Nombre de dossiers FSE instruits (projets ou controles)	11	
DIES	Nombre de dossiers REACT-EU instruits	20	
DIES	Consommation de l'enveloppe FSE (€)	762 375	(FSE perçu au titre de la subvention globale 2018-2020)
DIES	Nombre de porteurs de projets touristiques rencontrés	116	
DIES	Nombre de contacts avec les partenaires locaux (communes EPCI)	191	
DJPS	Nombre de dossiers EVA instruits	328	
DJPS	Nombre de dossiers EVA validés en comités	235	
DEC	Nombre de connexions à l'ENT	25 786 939	
DEC	Nombre d'interventions d'infogérance réalisées par les CTP dans les collè	6 195	
DEC	Nombre de repas produits par la Cuisine centrale	764 727	
DEC	Nombre d'évènements organisés par les services de la DEC	46	
DAC	Nombre d'instances (Copil, CA, AG) auxquelles participent les équipes	388	
DAC	Fréquentation des sites culturels départementaux accueillant du public	49 630	
DAC	Château d'Auvers	13 985	
DAC	Abbaye de Maubuisson	7 862	
DAC	MADVO	17 466	
DAC	Musée de l'Outil	4 818	
DAC	Maison du Dr Gachet	4 582	Fermeture du 31.10.2021 au 26.03.2022
DAC	Nombre d'objets mobiliers classés et inscrits au titre des Monuments Historiques récolés par la CAO	419	
DAC	Nombre de documents prêtés aux bibliothèques du territoire par la BDVO	64 154	
DAC	Nombre de jours/hommes mobilisés sur les opérations archéologiques	1 192	
DGAD	Nombre de rapports CP/AD instruits	157	Fiabilisé Sice Assemblées mail du 18/01
DGAD	Nombre de dossiers Aides aux Communes instruits	119	Fiabilisé DTH le 18/01/22 pour le cumul janvâdec 2021 : DAC
	Autres données "repères"		
Sport	Nombre d'usagers accueillis au CDFAS	221 592	
Sport	Nombre d'usagers accueillis à l'Ile de Loisirs (entrées parkings)	39 822	parking gratuit en hiver
Sport	Nombre d'usagers accueillis à l'Ile de Loisirs (centre balnéaire)	35 388	Fermé depuis fin août
DIES	Nombre de nuitées touristiques réalisées dans le Val d'Oise	13 800 000	Mars à Décembre 21
DAC	Nombre de jours de tournage sur le territoire accompagné par la DAC	289	

Solidarités

Direction	Indicateurs d'activités	Cumul depuis janvier 2021	Commentaires
DPH MDPH	Nombre d'accueils au Pôle Info Handicap	110 259	Nombre d'accueils physiques réalisés / Nombre de mails traités / Nombre d'appels téléphoniques traités
DPH MDPH	Nombre de mails et plis traités par le service courrier	68 918	
DPH MDPH	Nombre de décisions prises par la CDAPH	80 755	Décisions Nouveaux droits, renouvellements, révisions et recours administratifs
DPH MDPH	Nombre d'accompagnements réalisés pour la mise en œuvre des décisions de la CDAPH	6 789	
DPA	Nombre de décisions prises	8 745	toutes prestations confondues : aide aux repas en foyer restaurant, portage de repas, aide ménagère, téléassistance,
DPA	Nombre de demandes arrivées toute prestation confondue	10 145	Aide aux repas en foyer restaurant, portage de repas, aide ménagère, téléassistance, APA, ASH
DVS	Nombre d'interventions au Service social Départemental	79 400	une intervention peut porter sur de la prévention des expulsions, de la
DVS	Nombre de contrats signés avec des allocataires du RSA	33 863	contrats d'engagement réciproques et Plans personnalisés d'accès à l'emploi
DVS	Nombre d'allocataires du RSA pris en charge dans le PDI	6308	
DVS	Nombre de dossiers d'allocataires du RSA contrôlés	982	
DVS	Nombre de demandes d'aides FSL + FAJ	8346	
DESF	Nombre de Présentations de MNA	1 478	
DESF	Nombre d'Informations Préoccupantes reçues	5 074	
DESF	Nombre d'enfants vus chaque mois	21 347	total annuel = nbre d'enfants vus au moins une fois
DESF	Nombre de femmes enceintes vues chaque mois	3 421	total annuel = nbre de femmes enceintes vues en PMI (hors patientes allées dans
DESF	Nombre de rdv puericultrices + consultations médicales PI	67 361	
DESF	Nombre de consultations Protection Maternelle	12 050	
	Autres données "repères"		
DVS	Nombre d'allocataires du RSA - Dernières données connues	36 305	donnée semi-définitive ELISA novembre 2021
DPA	Nombre de bénéficiaires APA (31/12/2021) – Dernières données connues	11 713	APAD + APAE (hors APAE ex dotation globale)

Aménagement du Territoire

Direction	Indicateurs d'activités	Cumul depuis janvier 2021	Commentaires
DT	Nombre de dossiers Améthyste réceptionnés	11181	
DT	Délai de réponse par nombre de dossiers Améthyste (en jours)	5	
DR	Nombre de bons de commandes aux entreprises	3 761	
DR	Nombre de courriers "arrivés" dans ELISE	1 739	
DR	Nombre de courriers "départ" dans ELISE	1 245	
DR	Nombre d'heures supplémentaires (global)	36 742	
DR	Nombre d'heures supplémentaires activité permanente	212	
DR	Nombre d'heures supplémentaires interventions d'urgence ou accident	6 069	
DR	Nombre d'heures supplémentaires service hivernal	5 858	
DR	Nombre d'heures supplémentaires travaux	24 604	
DR	Nombre d'interventions d'urgence ou accidents (global)	1 545	
DR	Nombre d'arrêtés de circulation sur RD hors agglomération	430	
DR	Nombre de requêtes internautes	150	
DR	Nombre d'appels d'offres passés en CAO	33	
DR	Nombre d'avenants passés en CAO	13	
DR	Nombre de démarrages anticipés ARCC Voirie et ARCC Ecole	38	
DTH	Nombre de visites de la plateforme ingénierie (nbr de vues)	4 305	
DTH	Nombre de réunions des délégués en commune	179	
DTH	Nombre de réunions et d'instances de partenaires urbanisme	53	
DTH	Nombre de réunions et d'instances de gouvernance partenaires habitat	57	
DEDD	Nombre d'échantillons au Laboratoire	8 764	
DEDD	Nombre de bons de commandes et lettres de commandes tous services	597	
DEDD	Nombre de dossiers de subventions validés (hors ADC)	80	gel agriculteurs pour decembre
DEDD	Nombre de réunions techniques avec des collectivités (assistance technique, chantiers...)	320	
DGParis	Nombre de réunions de pilotage de projets avec les organismes extérieurs	342	
DGParis	Nombre de notes et fiches destinées aux élus	78	
DGAAT	Nombre de dossiers Aides aux Communes enregistrés	117	
DGAAT	Nombre de dossiers Aides aux Communes votés	88	
DGAAT	Aides aux Communes : montants subventionnés	6 374 653	
DEDD	Nombre de personnes ayant participé aux sorties nature du mois	1 165	hors janvier-février

**Indicateurs
d'efficience
semestriels
Juillet -
Décembre 2021**

Ressources

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DRH	Nombre d'actes de gestion individuelle / Nbre de gestionnaires carrière-paie	173 actes par ETP affecté à la mission	2598/15	Nombre d'actes individuels de gestion (hors arrêtés automatiques de masse - avancement d'échelon ou de grade) par le nombre de gestionnaire carrière-paie
DRH	Nombre d'entretiens de recrutement effectués / Nbre de responsables emplois	103 entretiens par ETP affecté à la mission	516/5	Nombre d'entretiens de recrutement effectués en présence de l'un des 5 responsables emplois de la DRH.
DF	Nombre de mandats traités / Nbre d'ETP du service (Comptabilité)	1552 mandats par ETP affecté à la mission	23286/15	Nombre de mandats traités / Nbre d'ETP du service
DF	Nombre de dossiers traités (CP/AD) / Nbre d'ETP du service (Assemblées)	70 dossiers traités par ETP affecté à la mission	279/4	Nombre de dossiers traités (CP/AD) / Nbre d'ETP du service (Assemblées)
DAPR	Nombre de publications sur le profil d'acheteur (1 publication peut comprendre plusieurs lots) / Nbre d'ETP concernés (service Marchés)	12 publications par ETP affecté à la mission	85 publications sur 6 mois / 6,5 ETP. IL y a donc en moyenne 2 publications par mois par ETP (qq soit le nombre de lots). Il y a donc eu 12 publications par ETP sur le 2ème semestre 2021.	Numérateur (nombre de visiteurs) Dénominateur (nombre d'ETP)

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DAPR	Nombre de visiteurs Campus – Palette accueillis / Nbre d'ETP Accueil	5 414 visiteurs par ETP affecté à la mission	17 326 visiteurs sur 6 mois / 3,2. Il y a donc 5 414 visiteurs accueillis par ETP accueil sur 6 mois Il y a donc en moyenne 902 visiteurs accueillis par ETP accueil sur 1 mois et donc en moyenne 41 visiteurs accueillis par ETP accueil par jour	Numérateur (nombre de visiteurs) Dénominateur (nombre d'ETP)
DAPR	Nombre de réservations de véhicules / Nbre d'ETP du service "réservations"	2 900 réservations par ETP affecté à la mission	3 481 réservations sur 6 mois / 1,2 ETP Il y a 2 900 réservations par ETP sur 6 mois Il y a donc en moyenne 483 réservations par mois par ETP. Il y a donc en moyenne 22 réservations par jour par ETP	Numérateur (nombre de réservations) Dénominateur (nombre d'ETP)
DAJ	Nombre de contentieux / Nbre d'ETP juristes de la direction	15 contentieux traités par ETP affecté à la mission	30/02	Nombre de contentieux / Nbre d'ETP
DSI	Nombre de demandes en statut "traitée" / Nbre de techniciens actifs	391 demandes traitées par ETP affecté à la mission	2 163/5,53	Nombre de demandes en statut "traitée" / Nbre de techniciens actifs

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DSI	Nombre d'incidents résolus / Nbre de techniciens présents	815 incidents résolus par ETP affecté à la mission	7878/9,66	Nombre d'incidents résolus / Nbre de techniciens présents
DGP	Crédits de maintenance consommés / Nbre d'ETP techniciens de la cellule maintenance	1 495 000 euros consommés en maintenance par ETP affecté à la mission	18692404/12,5	Montant des crédits de maintenance consommés / Nbre d'ETP techniciens de la cellule maintenance
DGP	Crédits de grosses opérations consommés / Nbre d'ETP chef de projet	3905000 euros consommés en grosses opérations par ETP affecté à la mission	19524248/5	Montant des crédits de grosses opérations consommés / Nbre d'ETP chef de projet
DGP	Nombres de commandes effectuées pour la maintenance des collègues / Nbre d'ETP administratifs	279 commandes effectuées par ETP affecté à la mission	976/3,5	Nombres de commandes effectuées pour la maintenance des collègues / Nbre d'ETP administratifs

Développement

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DS	Nombre de dossiers instruits pour les ADC concernant les équipements sportifs et CLSH / Nbre d'ETP affectés à cette mission	11 dossiers instruits par ETP affecté à la mission	$14 \times 8 / 1607 = 1.25$ $14 / 1.25 = 11.2$	Nombre de dossiers instruits en vue de la CP x Nbre d'heure moyen par dossier / 1 ETP = ETP moyen Nbre de dossiers instruits / ETP moyen affecté à la mission
DS	Nombre de demande de subvention aux associations - CP de "Juin" / Nbre d'ETP affectés à cette mission	8 demandes instruites par ETP affecté à la mission	8/1 non significatif à cette période car l'essentiel des dossiers est traité entre janvier et juin	Nombre de dossiers traités par agent affecté à cette mission (5 à 8 min par dossier)
DS	Nombre de projets et actions mis en œuvre / Nbre d'ETP affectés à cette mission	29 projets mis en oeuvre par ETP affecté à la mission	$9 \times 56 / 1607 = 0.31$ $9/0.31 = 29$	Nombre de projets ou actions réalisés x Nbre d'heure moyen consacré par projet / 1 ETP = ETP moyen Nbre de projets ou actions réalisés / ETP moyen affecté à la mission
DS	Nombre de conventions et avenants avec les partenaires / Nbre d'ETP affectés à cette mission	14 conventions et avenants conclus par ETP affecté à la mission	$44 \times 12 / 1607 = 0,32$ $44 / 0.32$	Nombre de conventions signées x Nbre d'heure moyen par convention = ETP moyen Nbre de convention signées / ETP moyen affecté à la mission
DAEST	Nombre de dossiers financés sur fonds européens contrôlés / Nbre d'ETP affectés à cette mission	4 dossiers financés par ETP affecté à la mission	14/3	Nombre de dossiers contrôlés fonds FEADER et fonds FSE divisé par le nombre d'ETP concernés
DSVR	Nombre de dossiers ADC en matière de sécurité instruits / Nbre d'ETP affectés à cette mission	16 dossiers par ETP affecté à la mission	16 / 1	

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DEC	Nombre de dossiers resto collèges réceptionnés/ Nbre d'ETP affectés à cette mission	8 200 dossiers réceptionnés par ETP affecté à la mission	20 499 /2.5	Calcul ici des dossiers Restocollège traités de juin à octobre 2021. Attention fonctionnement par campagne trimestrielle de calcul des tarifs : 2ème et 3ème trimestre de l'année scolaire 2020-2021 : 2000 dossiers / ETP 1er trimestre de l'année scolaire 2021-2022 : 4100 dossiers / ETP Le 1er trimestre de l'année scolaire est celui où les familles font majoritairement calculer le tarif à la restauration scolaire qui vaut pour l'année. Les agents sont affectés à la gestion de ce dispositif. Au cours des 2ème et 3ème trimestre, l'équipe se partage pour gérer les bourses départementales et aux apprentis.
DEC	Nombre de dossiers ADC relatif aux établissements scolaires du 1er degré/ Nbre d'ETP affectés à cette mission	62 dossiers par ETP affecté à la mission	62 /1	
DEC	Nombre de déplacements liés à la réalisation des audits entretien et de maintenance des locaux réalisés dans les collèges/ Nbre d'ETP affectés à cette mission	7.5 déplacements par ETP affecté à la mission	15/2	

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DEC	Nombre de déplacement liés à la réalisation d'audits restauration réalisés en collège/ Nbre d'ETP affectés à cette mission	32 déplacements par ETP affecté à la mission	95/3	
DC	Nombre de dossiers accompagnés en ingénierie culturelle / Nbre d'ETP affectés à cette mission	Collecte des données à partir de 2022		
DC	Nombre de dossiers instruits (tous dispositifs confondus) / Nbre d'ETP affectés à cette mission	134 dossiers instruits par ETP affecté à la mission	$252 \times 12 / 1607 = 1.88$ $252 / 1.88 = 134.04$	Nb de dossiers instruits x Nb d'heure moyen par dossier / 1 ETP = estimation ETP moyen Nb de dossiers instruits / par l'estimation ETP moyen
DAD	Nombre de recherches par correspondance instruites/ Nbre d'ETP affectés à la mission	329 recherches par ETP affecté à la mission	$411/1.25 = 328,8$	Nb de recherches instruites/nb d'ETP affecté à la mission
DAD	Nombre d'actions en direction des services producteurs d'archives/ Nbre d'ETP affectés à la mission	Collecte des données à partir de 2022		

Solidarités

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DVS	Nombre de contrôles RSA / Nbre ETP de contrôleurs	96 contrôles par ETP affecté à la mission	382/4	
DVS	Nombre d'interventions réalisées / Nbre ETP de travailleurs sociaux affectés à la mission	155 interventions par ETP affecté à la mission	39 288/ 271	<u>interventions réalisées</u> : toutes les actions réalisées sur un suivi (entretien, Visite à domicile, accueil, suivi, enquête, réalisation d'écrits, demandes d'aides financières...) pour tous les types d'interventions
DPA	Nombre d'appels décrochés/Nbre ETP affectés à la mission	1 899 appels décrochés par ETP affecté à la mission	1 899/1	<u>1 ETP affecté à la mission en discontinu sur la période</u>
DPA	Nombre de nouvelles prestations ouvertes (décisions prises) / ETP affectés à la mission	52 nouvelles prestations par ETP affecté à la mission	3 608/69,9	nouvelles prestations ouvertes : aide au repas en foyer restaurant ou en portage de repas, aide-ménagère, téléassistance, APA Domicile, APA Établissement, Aide Sociale à l' Hébergement ETP affectés à la mission : agents instructeurs comptables, secrétaires, secrétaires médicales, médecin, coordinatrices

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
MDPH	Nombre de décisions/ Nbre d'ETP DPH-MDPH	341 décisions par ETP affecté à la mission	45 222 / 132,8	Décisions prises par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (Allocation adulte handicapé, Allocation d'éducation à l'enfant handicapé, Orientation scolaire, Prestation de compensation du handicap, Carte mobilité inclusion, Carte invalidité, Orientation en ESMS, Orientation professionnelle, RQTH...) ETP DPH/MDPH : ensemble des agents de la DPH/MDPH
MDPH	Nombre d'appels traités/ Nbre ETP affectés à la mission	8 990 appels traités par ETP affecté à la mission	26 521 / 2,95	
DESF	Nombre de personnes vues en consultations (CeGIDD, CLAT, Vaccination, parcours santé) / Nbre ETP affectés à la mission	1 913 personnes vues par ETP affecté à la mission	22 096/11,55	Consultations dépistages des infections sexuellement transmissibles, dépistages tuberculeuse, vaccination, parcours santé ETP concernés : médecin, Infirmière, secrétaire, responsable CDDS ; psychologue, chargé de mission

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DESF	Nombre d'assistants familiaux suivis / Nbre ETP responsable assistant familial affectés à la mission	59 assistants familiaux suivis par ETP affecté à la mission	236/4	ETP responsable assistant familial
DESF	Nombre de dossiers d'agrément traités / Nbre ETP	19 agréments par ETP de référent éducatif 25 agréments par ETP de psychologue	76/4 ETP de référent éducatif 75/3 ETP de psychologue	Agréments de familles candidates à l'adoption ETP de référents éducatifs et ETP de psychologues
DESF	Nombre de situations / Nbre ETP référent ASE affectés à la mission	40 situations par ETP affecté à la mission	2 742 / 68	Nombre d'enfants pris en charge par l'ASE (mesures de placement et mesures éducatives de milieu ouvert)
DESF	Nombre d'enfants de moins de 6 semaines vus / Nbre ETP de puéricultrice affectées à la mission	145 enfants par ETP affecté à la mission	15 660/108	123 ETP de puéricultrices théoriques - 108 pourvus
DESF	Nombre de femmes enceintes vues / Nbre ETP de sage-femme	105 femmes par ETP affecté à la mission	1 701/16,2	20 ETP de sage-femme théoriques - 16,2 ETP pourvus
DOMS	Nombre de contrôles ESSMS / Nbre ETP de contrôleur	55 contrôles par ETP affecté à la mission	55/ 1	Contrôles approfondis de ESSMS

Aménagement du Territoire

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DDDA	Nombre d'échantillons analysés par le Laboratoire Départemental/ Nbre d'ETP affectés à la mission	349 échantillons analysés par ETP affecté à la mission	4636/13,3	Nombre d'échantillons sur 6 mois/nbre d'ETP mobilisés au Labo sur 6 mois (14 agents maxi). Absences en deça d'un mois d'un agent pas comptées
DDDA	Nombre de dossiers Assistance technique départementale eau actifs/ Nbre d'ingénieurs affectés à la mission en ETP	9 dossiers par ETP d'ingénieurs affecté à la mission	36/4	Nombre de dossiers ATD actifs sur 6 mois (procédure en cours ou réunion d'avancement projet)/4 ingénieurs service maxi. Absences en deça d'un mois d'un agent pas comptées
DDDA	Nombre d'actes SARE/ Nbre d'ETP affectés à la mission	1052 actes SARE par ETP affecté à la mission	1893/1,8	Nombre d'actes A1, A2, A4 (conseils, informations et accompagnement travaux) sur 6 mois/ nbre d'ETP mobilisés à DDDA et DTH. Absences en deça d'un mois d'un agent pas comptées
DDDA	Nombre de chantiers d'investissement espaces verts et naturels/ Nbre de techniciens affectés à la mission en ETP	3 chantiers par ETP de techniciens affecté à la mission	13/4,9	Nombre de chantiers d'investissement sur espaces verts, forêts ou ENS départementaux, sur 6 mois /5 techniciens service maxi. Absences en deça d'un mois d'un agent pas comptées

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DTH	coût de maintenance et de développement de la plateforme/Nombre de visites sur la plateforme aide aux communes	6€ par vue	10 464€ pour 1752 vues	Visites (nbe de vue) sur la plateforme d'ingénierie territoriale aideauxcommunes.valdoise.fr
DTH	Nombre de dossiers d'aide aux communes déposés/ Nbre d'ETP affectés à la mission	16 dossiers par ETP affecté à la mission	65 dossiers pour 4 ETP	
DTH	Nombre de documents d'urbanisme suivis/ Nbre d'ETP affectés à la mission	18 documents par ETP affecté à la mission	35 dossiers suivis pour 2 ETP	
DM	Nombre de bons de commande émis / Nbre d'ETP comptabilité	412 bons de commande par ETP affecté à la mission	1 646 dossiers pour 4 ETP	Nombre de bons de commande émis / Nombre d'Equivalents Temps Plein (ETP) présents (hors congés) consacrés à la comptabilité
DM	Nombre d'actes relatifs à la gestion du domaine public / Nbre d'ETP affectés à la gestion du domaine public	859 actes par ETP affecté à la mission	8 815 actes pour 10,26 ETP	Nombre d'actes relatifs à la gestion du domaine public / Nombre d'Equivalents Temps Plein (ETP) présents (hors congés) consacrés à la gestion du domaine public
DM	Montant de CP d'investissement consommés Grands Travaux (en Millions d'Euros) / Nbre d'ETP contrôleurs de travaux affectés	3,2 M€ d'investissement par ETP affecté à la mission	6,4439 M€ pour 2 ETP	Montant de Crédits de Paiements d'investissement consommés au titre des "Grands Travaux" (en Millions d'Euros) / Nombre d'Equivalents Temps Plein (ETP) présents (hors congés) de contrôleurs de travaux affectés à ces missions

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DM	Nombre de dossiers Aides aux communes (Arcc voirie, Arcc école et plan vélo) / Nbre ETP chargés de l'instruction	227 dossiers par ETP affecté à la mission	68 dossiers pour 0,3 ETP	Nombre de dossiers Aides aux communes (Arcc voirie, Arcc école et plan vélo) / Nombre d'Equivalents Temps Plein (ETP) présents (hors congés) consacrés à l'instruction de ces dossiers
DM	Nombre d'interventions d'urgence sur RD / Nbre d'ETP affectés à la mission	40 interventions par ETP affecté à la mission	831 interventions pour 21 ETP	Nombre d'interventions d'urgence sur le réseau routier départemental (RD) / Nombre d'Equivalents Temps Plein (ETP) présents (hors congés) consacrés à ces missions
DM	Nombre d'heures de prestations de maintenance (VH, élagage, curage, nettoyage...) / Nbre d'ETP affectés à la mission	641 heures de prestation maintenance par ETP affecté à la mission	53 203 heures pour 83 ETP	Nombre d'heures de prestations de maintenance (Viabilité Hivernale, élagage, curage, nettoyage...) / Nombre d'Equivalents Temps Plein (ETP) présents (hors congés) consacrés à ces prestations
DM	Euros consommés /Km de voirie rénovée (couches de roulement)	195 122 € par km de voirie rénovée	41 Km pour 8 M€	Euros consommés /Km de voirie rénovée (couches de roulement)
DM	Crédits de fonctionnement consommés ET masse salariale exploitation chargée/Km de RD	10 289 € le km de RD hors investissement	1 108 km pour 8,91682 M€ de crédits de fonctionnement et 2,556459 M€ de masse salariale chargée	Crédits de fonctionnement consommés ET masse salariale exploitation chargée/Km de RD

Direction	Indicateurs d'efficience	Juill-déc 2021	Détail du ratio et commentaires éventuels	Définition précise du numérateur et dénominateur
DM	Nombre de réunions sur les projets structurants / Nbre d'ETP affectés à cette mission		Collecte des données à partir de 2022	Nombre de réunions sur les projets structurants de la Direction / Nombre d'Equivalents Temps Plein (ETP) présents (hors congés) affectés à ces missions (hors encadrement)
DM	Crédits d'investissement affectés à la tâche consommés/km de pistes cyclables réalisés	471 842 euros par km de pistes cyclables réalisés	6,57 Km pour 3,1 M€ de crédits	Crédits d'investissement affectés à la tâche consommés/km de pistes cyclables réalisés



Conseil départemental du Val d'Oise
2 avenue du Parc
CS 20201 CERGY
95032 CERGY-PONTOISE CEDEX

tél. : 01 34 25 30 30
fax : 01 34 25 33 00
communication@valdoise.fr
www.valdoise.fr

val
d'oise 
le département